

DOSSIER ANNUEL

# OVINS

Année 2017  
Perspectives 2018

N° 488  
18 €

# Économie de l'élevage



## 2017, un marché à contre-temps. 2018, des signaux au vert.

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - La collecte française toujours à un haut niveau
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - Un marché encombré au premier semestre
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus généralement stables ou en progression

## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

### RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : BELLET Vincent, CARLIER Marie, CHOTTEAU Philippe, MILET Germain, MORIN Emmanuel, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

### CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : BATAILLE Jean-François, CAILLEAU Louis-Marie, DE BOISSIEU Catherine, DELMOTTE Sabine, JOUSSEINS Carole, SAGET Gilles, SERVIÈRE Gérard.

### REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui des interprofessions des brebis laitières, à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Nous remercions pour leur soutien l'Association interprofessionnelle du lait et produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



### CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

#### Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Maeva ANTHEME (CA 26), Bénédicte BLIN (CRA Pays de la Loire), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Mélanie BEAUMONT-VERNIÈRE (CA 63), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Sonia CROCHET (CA 47), Dominique DELMAS (CA 12), Sabine DELMOTTE (CA 02), Sylvie DENIS (CA 19), Claire DOUINE (CA 76), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Berthille ERIDAN (CA 59-62), Benoît ESMANGIAUD (CA 06) Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Gérard HOPPENREYS (CA 79), Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05), Gérard MARTY (CA 30), Jean-Pierre MARY (CA 04), Anne-Julie METVIER (EDE 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Marie MONIN

(CA 38), Lucien PAGES (CRA Occitanie), Elodie PIERRE (CA 84), Philippe POUCHERET (CA 11), Stéphane PYPE (CA 60), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Marine ROSSELLE (CA 52), Aline ROULEAU (CA 08), Alice SALOMON (CA 46), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CAA 67-68), Danielle SENNEPIN (CA 23), Christelle VAILLANT (CA 57), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Bernadette VIGNAUD (CA 03).

#### Filière laitière

Lauréline DROCHON (Confédération de Roquefort), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Maïder LAPHITZ (CA 64), Sandrine MERLIN (CA 64), Claudine MURAT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Jean BEDOU (CA 64), Vincent DOYHE-NARD (CA 64), Mathias DUHART (CA 64), Bruno LIQUIÈRE (Confédération de Roquefort), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Violaine SALAUN (CA 64).

### FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, Confédération Nationale des Éleveurs

# 2017, un marché à contre-temps. 2018, des signaux au vert.

2017 a pris toute la filière à rebours. Des prix de contre-saison encore plus bas qu'en 2016, venant après une année fourragère 2016 pénalisante, avec un engorgement du marché durant tout le 1<sup>er</sup> semestre. Et à l'inverse, un été et un automne plutôt favorables pour la production d'agneaux, malgré une sécheresse marquée dans le Sud-Est. Le tout se traduit par un bilan de production qui recule à nouveau de 1,1% en tég, mais de 2,8% pour les seuls abattages d'agneaux. Avec des importations de viande tout juste stabilisées, la consommation française de viande ovine s'érode de nouveau de plus de 1%.

Les revenus des exploitations orientées viande suivies dans le cadre des Réseaux d'élevage INOSYS ont été généralement stables, sauf pour les fourragers les plus intensifs, voire en nette hausse pour les pastoraux, grâce à la convergence des aides découplées. Les revenus des mixtes bovins-ovins sont souvent supérieurs à ceux des spécialisés naisseurs bovins des mêmes régions, alors que ceux des ovins-cultures se redressent après une année 2016 très difficile. Malgré tout, le cheptel ovin allaitant s'affiche encore en forte baisse, -3,7% d'un mois de décembre à l'autre. Seule la région PACA reste à l'écart de la décapitalisation, où la production ovine est sans doute encouragée par les bons revenus des pastoraux, malgré la progression des dégâts causés par le loup.

La collecte de lait de brebis est restée historiquement élevée en France (276 millions de litres selon FranceAgriMer pour la campagne 2016/17), malgré un recul dans le rayon de Roquefort. La consommation française de fromages est très dynamique (+5,5% en volume), en particulier pour les pâtes pressées non cuites. Les exploitations ovins lait des Réseaux d'élevage INOSYS verraient leurs revenus stables ou en augmentation, notamment dans les Pyrénées Atlantiques. Le cheptel laitier est stabilisé à l'échelle nationale, avec toujours une progression hors bassins traditionnels.

2018 s'annonce très propice pour la production de viande ovine en UE après déjà une progression en 2017 outre-Manche. Les experts s'attendent à une progression de 5 à 7% au Royaume-Uni et en Irlande, mais à une baisse marquée dans l'Hémisphère Sud, stimulant les prix face à la permanence de la demande chinoise. La France devrait malheureusement s'inscrire à rebours de cette dynamique dans le sillage de la décapitalisation de 2017. L'annonce de la fin des compléments de primes « contractualisation » et « nouveaux producteurs » en 2018 est déplorable dans ce contexte.

Le Plan de Filière publié par Interbev fin 2017 arrive à point nommé pour envoyer un message positif pour les installations ovines. Plus que jamais, l'enjeu démographique est crucial pour l'ensemble de la filière ovine, viande comme lait, alors que les signaux de marché sont au vert en 2018 !

## SOMMAIRE

### 2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

### 6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

La collecte française toujours à un haut niveau

### 10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Un marché encombré au premier semestre

### 16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Nouvelle baisse de la consommation en 2017, malgré la progression des abattages européens

### 24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Rebond des flux de viande ovine vers la Chine

### 28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
  - Fourragers intensifs
  - Herbagers
  - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
  - Livreurs du rayon de Roquefort
  - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

### 38/ LES PRÉVISIONS 2018

Nouveau recul de la production et de la consommation en France

1

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

## HIVER



Le cheptel français de brebis et agnelles saillies s'établit à 5,36 millions de têtes début 2017.



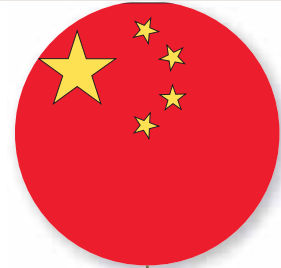
Les résultats de reproduction d'hiver-printemps sont localement pénalisés

par la mauvaise année fourragère 2016 (Limousin, est de Poitou-Charentes...).



Importante chute du cours de l'agneau français en début d'année.

La hausse et l'avancement des sorties d'agneaux Lacaune engraisés, ainsi que la baisse des prix à l'import, pèsent sur la cotation. À 6,18 €/kg de carcasse, le pic de Pâques est nettement moins marqué que les années précédentes.



Ouverture expérimentale du marché chinois à la viande « chilled » néozélandaise (fin mars).



Dans le quart Sud-Est, la sécheresse retarde la mise à l'herbe des brebis, pénalise les 1<sup>ères</sup> coupes, et entraîne des achats de fourrages.

Dans le quart Nord-Est, les faibles rendements sont compensés par les reports de stocks de 2016.

## PRINTEMPS



Fête de Pâques  
le 16 avril.



Fin mars,  
Theresa MAY annonce  
officiellement la volonté  
du Royaume-Uni  
de quitter l'Union  
européenne.



Mois du Ramadan  
du 26 mai au 24 juin.



Le cheptel reproducteur  
néozélandais recule  
de -1% /juin 2016, à 19,7 millions de  
brebis et agnelles saillies.

1

## LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

### ÉTÉ



Fête de l'Aïd El-Kébir  
le 1<sup>er</sup> septembre.

Début  
des consultations  
dans le cadre  
des États généraux de  
l'alimentation (EGA).

Dans le quart Sud-Est  
la sécheresse provoque  
des redescentes précoces  
d'estive, dès la fin de l'été,  
ainsi que des pertes de volume impor-  
tantes sur les 2<sup>èmes</sup> coupes.

Décision de créer  
l'association France  
Brebis Laitières,

regroupant l'ensemble des acteurs  
de la filière: les 3 interprofessions  
historiques, les opérateurs hors  
interprofessions et le Comité  
National Brebis Laitières (CNBL).



Apparition du Sérotype 4  
de la FCO en Haute-Savoie,

Mise en place de mesures restreignant  
les mouvements de cheptel.

## AUTOMNE



Le loup continue  
à faire des dégâts

avec 3 192 attaques  
recensées en 2017  
(+16% /2016)  
pour 11 741 pertes (+18%),  
réparties dans  
28 départements.



Publication du Plan de  
la Filière Ovine Française,

réalisé par Interbev et France Brebis  
Laitières, dans le cadre des EGA.



Adoption du volet  
agricole du règle-  
ment européen dit  
« Omnibus » pour  
une mise en œuvre  
en 2018, modulo  
les notifications fran-  
çaises d'ici juillet.

Embellie du cours  
de l'agneau français

Le manque de disponibilités dans  
les exploitations françaises accen-  
tue la concurrence entre opéra-  
teurs et soutient les cours sur la  
fin d'année.

Réforme  
de l'aide ovine  
(avec une baisse de près  
de 4% du montant),  
et poursuite  
de la convergence  
des aides découplées.

2

# LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE



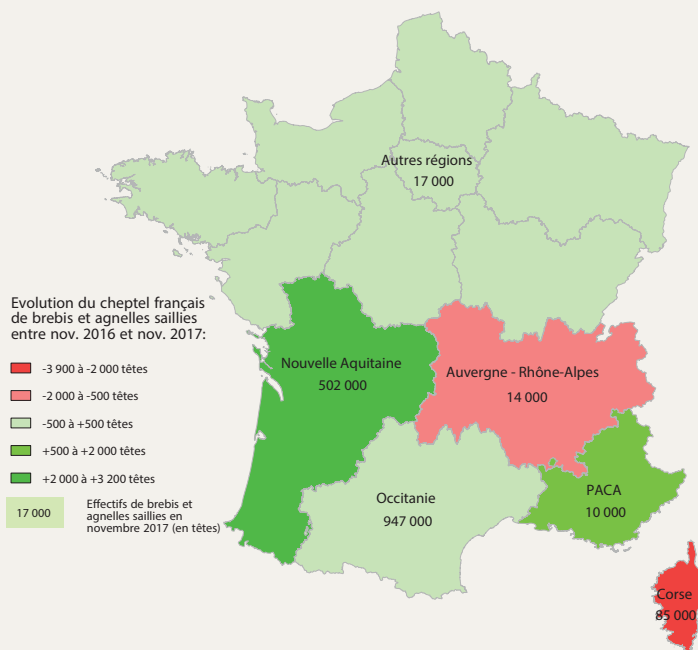
## La collecte française toujours à un haut niveau

La collecte française de lait de brebis aurait reculé de 2% pendant la campagne 2017 (nov. 2016 à oct. 2017), par rapport au niveau exceptionnel de la campagne précédente. la collecte progresse dans les Pyrénées-Atlantiques, mais recule dans le Rayon Roquefort et en Corse, à des niveaux qui restent cependant élevés. Le marché des produits laitiers de brebis poursuit son développement, tiré par le succès des pâtes pressées et des ultra-frais.

### CHEPTEL 2017

#### BREBIS ET AGNELLES LAITIÈRES SAILLIÉS

Le cheptel français de brebis et agnelles laitières saillies est resté stable entre novembre 2016 et novembre 2017. Il se maintient depuis 2 ans.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP (enquêtes cheptel de novembre)  
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

## 1 575 000

C'était le nombre de brebis laitières en France en novembre 2017.

### Un cheptel stable

Trois régions concentrent 97% des brebis laitières françaises : l'Occitanie qui regroupe 60% du cheptel, la Nouvelle-Aquitaine 32% et la Corse. Au sein de ces régions, les effectifs sont également très localisés : en Occitanie dans le rayon de Roquefort, zone de production de l'AOP éponyme et en Nouvelle-Aquitaine dans les Pyrénées-Atlantiques autour de l'AOP Ossau-Iraty.

Depuis 2 ans le cheptel national de brebis laitières est stable. Entre 2016 et 2017, il s'est maintenu en Occitanie à 947 000 têtes, a progressé de 1% en Nouvelle-Aquitaine à 502 000 têtes mais a reculé de 4% en Corse à 85 000 têtes. Sur le long terme, les effectifs évoluent peu dans les 2 premières régions productrices, alors qu'ils s'érodent en Corse. Ailleurs, malgré des effectifs limités, on note une chute de 10% du nombre de brebis laitières en Auvergne-Rhône-Alpes et une progression de +18% en PACA.

### Développement du cheptel bio

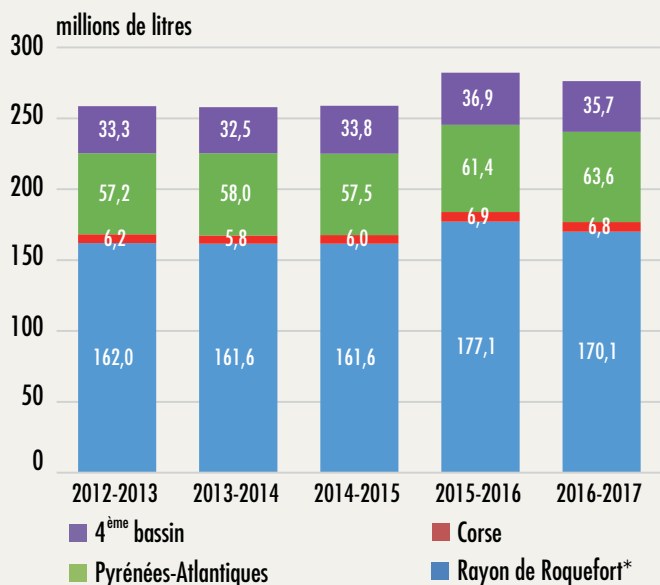
Le cheptel de brebis laitières en démarche d'agriculture biologique croît rapidement. Selon l'Agence Bio, en 2016 (dernière donnée disponible), on dénombrait 455 exploitations de brebis laitières certifiées ou en conversion, soit +15% /2015, pour un cheptel de brebis de 97 000 têtes soit +23% /2015.



## COLLECTE 2017

### COLLECTE DE LAIT DE BREBIS

La collecte française de lait de brebis mesurée par FranceAgriMer a reculé de 2% par rapport au niveau exceptionnel de 2015/2016.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et interprofessions

\*La réorganisation de la filière Roquefort amène l'interprofession à prendre désormais en compte les volumes collectés tout au long de l'année. Dans un souci de cohérence de la série, les volumes indiqués pour 2014-2015 et 2015-2016 sont issus des enquêtes FranceAgriMer auprès des fabricants de Roquefort.

## 276 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la collecte 2016/2017.

Après une campagne 2015/2016 exceptionnelle (volumes en hausse de 7,5%), la collecte française de lait de brebis s'est repliée en 2016/2017, à un niveau qui reste cependant élevé.

Dans le rayon de Roquefort, le volume collecté par les fabricants membres de l'interprofession a reculé de 4% à 170 millions de litres. Ce niveau de production reste toutefois supérieur de 5% à la collecte de 2014/2015. La suppression en 2016 des Volumes Individuels de Référence et la réorganisation de la filière semblent avoir donné le signal d'une hausse tendancielle de la production.

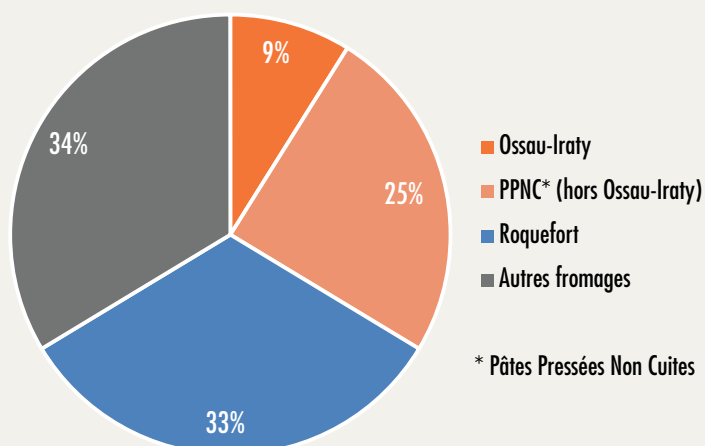
La collecte mesurée par l'interprofession des Pyrénées-Atlantiques a progressé de 3,5% à 63,6 millions de litres sur la campagne 2016/2017, renouant avec son rythme de croissance structurel permis par des marchés dynamiques. En Corse la collecte de lait de brebis s'est érodée de 1% à 6,8 millions de litres.

La différence entre la collecte nationale de FranceAgriMer et les données des interprofessions nous permet d'estimer la collecte en dehors des bassins traditionnels à 35,7 millions de litres. Il est admis par les professionnels que ces volumes sont croissants, mais difficile à mesurer et probablement sous-estimés. La constitution en cours de l'association France Brebis Laitière, qui ambitionne de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, devrait permettre à terme de préciser ces données.

## VALORISATION 2017

### FABRICATIONS DE FROMAGES DE BREBIS

57 000 tonnes de fromages de brebis ont été fabriquées en 2017, un volume stable par rapport à la campagne 2016.



\* Pâtes Pressées Non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

## 17 200 et 4 700 tonnes

Ce sont les fabrications respectives de Roquefort et d'Ossau-Iraty sur la campagne 2016-2017

**Les fromages représentent environ 80% des tonnages fabriqués à base de lait de brebis.** Le reste est principalement composé de produits ultra-frais qui connaissent un développement rapide mais difficile à mesurer. Selon le panel IRI, les ventes en grandes surfaces de yaourts au lait de brebis auraient progressé de 26%/2016.

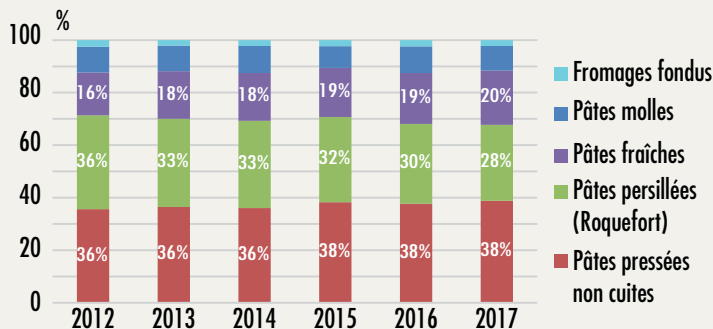
Les PPNC (Pâtes Pressées Non Cuites : Ossau-Iraty, tommes...) représentaient 36% des volumes en 2017, devant le Roquefort et les autres fromages (saumures, pâtes molles...). Les fabrications des deux AOP fromagères ont évolué différemment en 2017. Les volumes de Roquefort ont chuté de 11%, après 2 campagnes de fabrication dynamiques qui avaient généré des stocks importants. Les volumes d'Ossau-Iraty ont progressé de 6%. La production annuelle d'Ossau-Iraty a ainsi augmenté de 24% en trois ans.

**Les produits laitiers de brebis à base de lait biologique** se développent dans le sillage des conversions. Selon FranceAgriMer, les fabrications auraient progressé de 7% en 2017, dépassant les 10 000 tonnes (yaourts : 7 000 t, fromages frais : 2 300 t, fromages divers : 700 t). Certains collecteurs commencent toutefois à s'inquiéter de la rapidité du développement de la collecte de lait bio, qui pourrait outrepasser la demande.

## 2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

### CONSOMMATION 2017

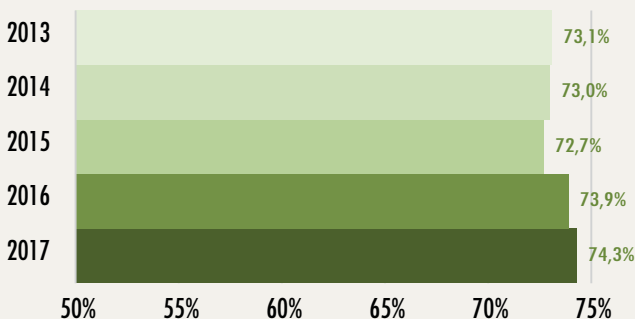
#### ACHATS DE FROMAGES DE BREBIS PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar World Panel/FranceAgriMer

\*Le panel Kantar est une indication des tendances de consommation. Il estime les évolutions de consommation à travers un panel de consommateurs, pour leur consommation à domicile. Il exclut de fait la restauration hors foyer (restaurants, cantines, hôpitaux) ainsi que les achats « inhabituels » (en gros, vacances...).

#### TAUX DE PÉNÉTRATION DU MARCHÉ PAR LES FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar World Panel

\*taux de pénétration du marché français : part des ménages français ayant acheté du fromage de brebis en 2017

#### En 2017, les achats de fromages de brebis par les ménages ont progressé de 5,5% en volume.

Le marché des fromages de brebis est dynamique, selon l'indicateur Kantar\* : il a progressé de 5,5% en 2017 en volume, avec un prix moyen stable à 15€/kg. Il est principalement animé par les PPNC et les fromages à salade (pâtes fraîches), dont les ventes ont bondi de 10,5% /2016 en volume comme en valeur.

Le marché du Roquefort s'est à l'inverse de nouveau contracté de -1% /2016 après une année 2016 déjà difficile (-5,5% /2015). Selon Kantar, le Roquefort est à la peine sur le rayon libre-service et en entrée de gamme. Ces difficultés et les performances des PPNC ont relégué les pâtes persillées au 2<sup>nd</sup> rang des fromages de brebis en France : 28% du marché en 2017 contre encore 36% en 2012.

#### 74,3% des ménages français ont acheté du fromage de brebis en 2017, une pénétration en progression.

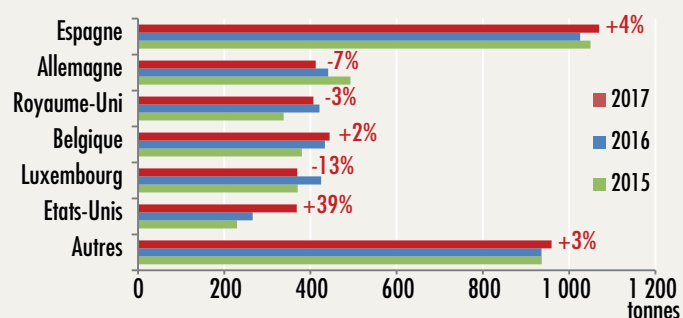
Le taux de pénétration\* des fromages de brebis progresse avec l'âge des consommateurs et leur niveau de revenu, mais reste relativement homogène comparé à celui de la viande ovine.

Les pâtes persillées restent les plus largement diffusées : 48% des ménages français en ont acheté en 2017, devant les PPNC (39,5%), les pâtes fraîches (31%) et les pâtes molles (21,5%).

Toutefois les évolutions sont contrastées : depuis 2015 le taux de pénétration des pâtes fraîches a progressé de 5 points et de 3 points pour les PPNC et les pâtes molles. A l'inverse il a reculé de 2 points des pâtes persillées.

### EXPORTATIONS 2017

#### EXPORTATIONS FRANÇAISES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

#### Les exportations de Roquefort ont progressé de 1,5% /2016 à 4 030 tonnes au prix moyen de 10,8 €/kg.

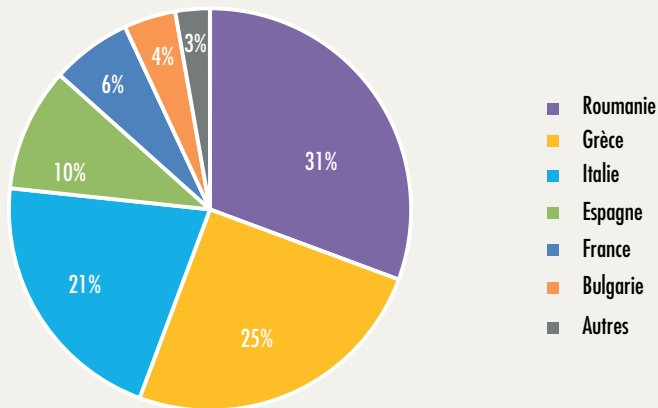
Le Roquefort est un produit largement diffusé : 33 pays en ont importé plus de 5 tonnes en 2017. L'Espagne est restée la première destination à l'export avec 1 070 tonnes (+4% /2016). En revanche, les exportations vers les autres pays de l'UE ont baissé, notamment au Luxembourg (-13% /2016), en Allemagne (-7%) et au Royaume-Uni (-3%).

Aux États-Unis, alors que le gouvernement met en place une politique protectionniste inquiétante pour la filière, les envois ont rebondi à 370 tonnes (+39% /2016). L'année a en outre été marquée par une brève fermeture de la Chine aux pâtes persillées. Avec 18 tonnes importées en 2017, le marché chinois reste encore marginal pour la filière.

## UNION EUROPÉENNE

La France possède le 5<sup>ème</sup> cheptel européen de brebis laitières mais elle est le 3<sup>ème</sup> pays exportateur européen de fromages de brebis derrière la Grèce et l'Italie. En 2017, les exportations européennes de fromages de brebis ont continué leur rapide expansion, tirées par les envois grecs et italiens.

### CHEPTEL EUROPÉEN DE BREBIS LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

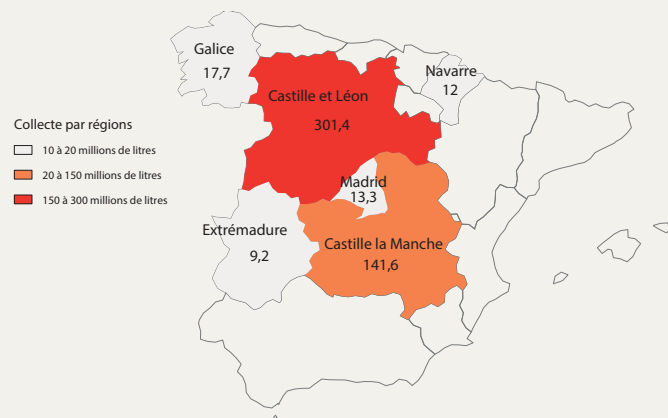
À 24,4 millions de têtes fin 2017, le cheptel européen de brebis et agnelles laitières saillies a diminué de -1,5% /2016.

Le cheptel européen de brebis laitières est concentré dans le sud de l'UE. Avec 7,5 millions de têtes fin 2017, la Roumanie se situe devant la Grèce (à 6,1 millions de têtes) et l'Italie (à 5,1 millions de têtes).

En 2017, le recul des effectifs a affecté ces 3 grands cheptels : -1% en Roumanie, -3% en Grèce et -1,5% en Italie, alors que le troupeau et espagnol progressait de +1%.

Au niveau européen les effectifs se sont érodés de 5% en têtes depuis 2010. Cette évolution n'est pas homogène entre les pays : sur la même période le troupeau laitier roumain a progressé de 13%, alors qu'il reculait ailleurs.

### COLLECTE EN ESPAGNE (EN MILLIONS DE LITRES)



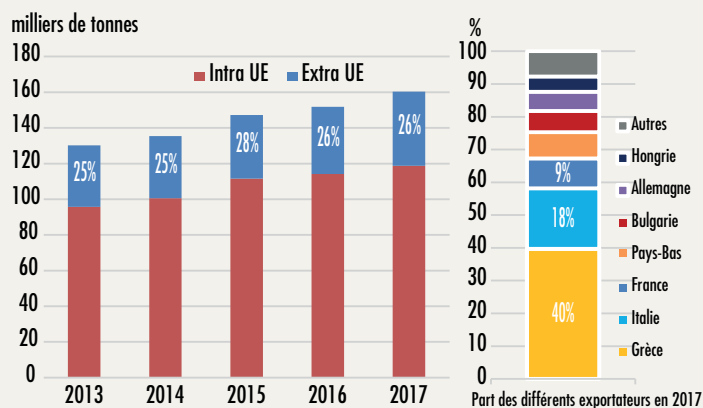
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA  
Cartographie Carles & Données - © Arctique

À 512 millions de litres en 2017, la collecte a progressé en Espagne, malgré un prix du lait en recul à 838 €/1000 l.

La collecte espagnole de lait de brebis est en hausse (+3% /2016, +16% /2015) malgré un prix moyen en baisse en 2017 de 4,5% /2016 et de 16% /2015. Ce prix masque d'importantes disparités régionales, le prix moyen en Castille-et-Léon (59% de la collecte) atteignait 752 €/1000 l contre 979 €/1000 l en Castille-la-Manche (28% de la collecte) en 2017. Cet écart de prix s'explique par la valorisation en AOP Manchego en Castille-la-Manche.

Le cheptel espagnol connaît une érosion régulière, il comptait 2,43 millions de brebis en 2017 qui produisaient 210 l/brebis en moyenne. Le dynamisme de la collecte soutient le développement de l'AOP Manchego et permet à l'Espagne d'exporter du lait liquide, notamment vers les transformateurs français.

### EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les exportations européennes de fromages de brebis ont progressé de 6% /2016, grâce au dynamisme des ventes grecques et italiennes.

Les exportations de fromages de brebis par les pays européens\* ont dépassé les 160 000 tonnes en 2017. Les échanges progressent de 43% depuis 2010. La part exportée vers les pays-tiers est stable, de l'ordre de 25% dont 23 500 tonnes vers les seuls États-Unis en 2017 (+20% /2016).

40% des exportations européennes portaient de Grèce en 2017. Les exportations grecques ont presque doublé depuis 2010 (+88%), et se concentre sur l'AOP Féta (93% des volumes). Les exportations italiennes sont dynamiques : à 29 500 tonnes en 2017 (75% de Pecorino), elles ont progressé de +59% /2010. Les exportations bulgares sont stables depuis plusieurs années autour de 10 000 tonnes. Les Pays-Bas et l'Allemagne produisent peu de fromage de brebis mais jouent un rôle de plateforme import-export.

\*Ce chiffre n'inclut pas les exportations espagnoles de Manchego, qui dépasseraient selon des sources nationales les 8000 t par an. Celles-ci sont confondues avec d'autres fromages, pas forcément des purs brebis, sous un même code douanier (NC8 : 04 06 90 99).

3

# LA VIANDE OVINE EN FRANCE

## Un marché encombré au premier semestre

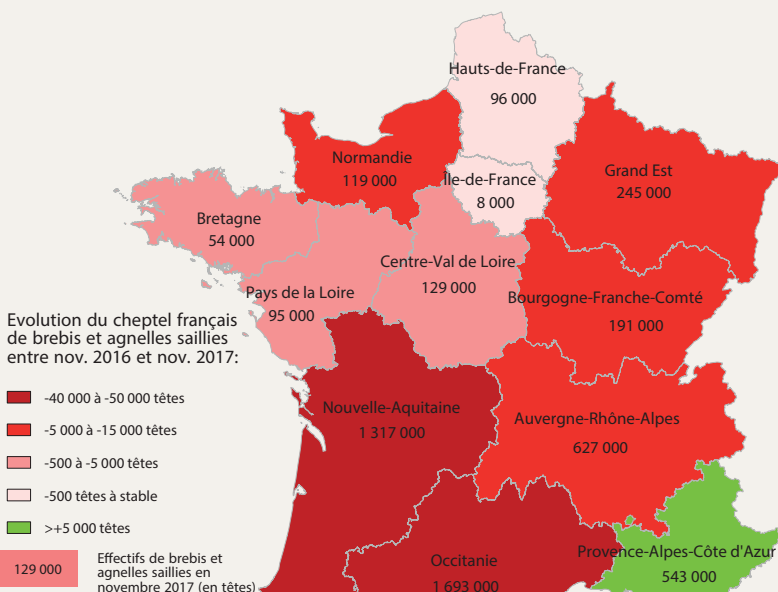
En 2017, le cheptel ovin a reculé tout comme les abattages d'agneaux. La baisse des abattages a été limitée au 1<sup>er</sup> semestre par d'abondantes sorties d'agneaux issus du troupeau laitier engraisés en France. Ces abattages ont coïncidé avec des importations de viande en hausse et le marché a été lourd de janvier à juin. Au 2<sup>nd</sup> semestre les cours se sont nettement redressés grâce à une forte chute des abattages et des importations plus limitées. La consommation apparente a poursuivi son recul : elle atteint 2,4 kg par habitant. 44% de la viande ovine consommée en France est d'origine française. Si l'ensemble des abattages français avaient été consommés en France, ce taux aurait atteint 49,5%.



### CHEPTEL 2017

#### BREBIS ET AGNELLES SAILLIES (VIANDE ET LAIT)

Le cheptel français de brebis et agnelles saillies a nettement reculé fin 2017, de -2,6% /2016.



## 5,21 millions

C'est nombre de brebis et d'agnelles saillies présentes en France en novembre 2017.

#### Maintien des effectifs en PACA

Les 4 régions du sud de la France continentale concentrent 80% des brebis. Fin 2017, les effectifs chutent en Nouvelle-Aquitaine (-4% /2016) et s'érodent en Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes (-2%/2016). PACA est la seule région française où le cheptel progresse : +1%/2016 et +2%/2015.

#### Baisse du cheptel allaitant

Au niveau national, la baisse du cheptel ovin est de nouveau due au cheptel allaitant. Il s'est en effet fortement contracté, de 140 000 têtes à 3,64 millions de reproductrices (-3,7% /2016) alors que le cheptel laitier est resté stable. En valeur absolue, les reculs les plus importants ont eu lieu en Nouvelle-Aquitaine : -51 000 têtes et en Occitanie -40 500 têtes.

#### Développement marqué de la bio

Le cheptel de brebis en démarche d'agriculture biologique croît rapidement. Selon l'Agence Bio, en 2016 (dernière donnée disponible), on dénombrait 1600 exploitations de brebis allaitantes certifiées ou en conversion soit +10% /2015, pour un cheptel de brebis de 191 500 têtes soit +11% /2015.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP (Enquêtes cheptel de novembre)  
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

## ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2017

### IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

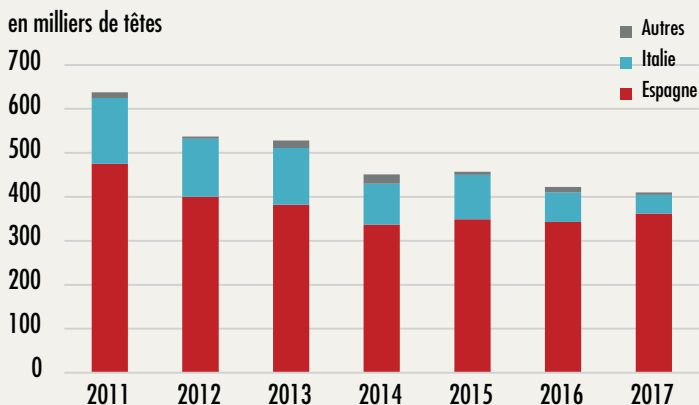
Les importations françaises d'ovins vivants ont encore reculé de 23% en 2017 soit 63 000 animaux de moins qu'en 2016.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

### EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

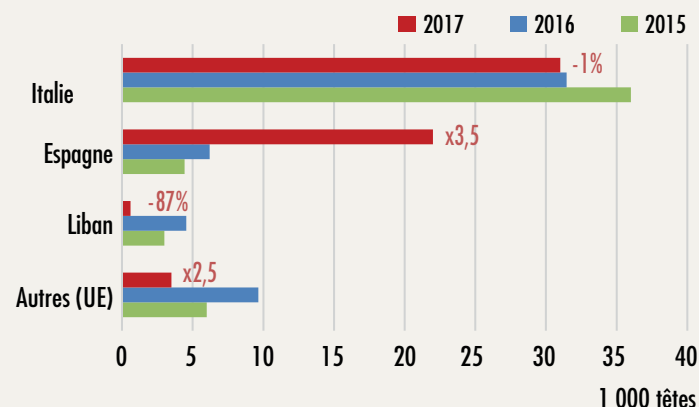
Les envois français d'agneaux vivants ont reculé de 3% /2016 en 2017 soit -12 000 têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

### EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Les envois français d'ovins adultes vivants restent limités, ils ont bondi de 25% en 2017 sous l'influence de l'Espagne.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

## 207 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2017.

Les agneaux représentent 87% des ovins vivants importés en France. En 2017 les importations ont chuté tant pour les adultes (-22%/2016 à 28 000 têtes) que pour les agneaux (-24%/2016 à 180 000 têtes). Depuis 2014, elles ont reculé de 45%, en lien avec la baisse de la consommation.

L'Espagne demeure le 1<sup>er</sup> fournisseur de la France en 2017 avec 119 000 agneaux et 24 000 adultes, mais ses envois reculent de -22%/2016. Même constat pour les Pays-Bas, 2<sup>nd</sup> fournisseur dont les envois se contractent de -13%/2016 à 38 000 têtes. Le reste des animaux importés provient d'Europe de l'Est.

## 410 000 têtes

C'est le nombre d'agneaux vivants exportés par la France en 2017.

Les exportations françaises d'agneaux vivants concernent principalement les agneaux de lait issus du troupeau laitier et exportés au dernier trimestre pour être consommés au moment des fêtes de fin d'année. L'étalement en cours de la production laitière entraîne l'étalement des agnelages, ce qui pénalise l'adéquation offre/demande sur ce marché très saisonnier.

Le marché espagnol est assez stable sur la période récente. En 2017, il a concentré 88% des envois soit 362 000 têtes (+6%/2016). Les exportations françaises se sont érodées en revanche vers l'Italie (-37%/2016 à 42 000 têtes). Sur ce marché les agneaux français sont en concurrence avec les animaux d'Europe de l'Est, de Roumanie en particulier (voir chapitre viande ovine dans l'UE).

## 57 000 têtes

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2017.

Les exportations françaises d'ovins adultes ont connu un rebond inattendu en 2017 progressant de 11 000 têtes. Les envois vers l'Italie ont été quasi stables à 31 000 têtes (-1%/2016). Le rebond est entièrement dû aux exportations vers l'Espagne, qui passent de 6 000 à 22 000 têtes, probablement en lien avec le dynamisme des exportations espagnoles sur les pays-tiers méditerranéens. Le développement des envois vers l'Espagne est d'ailleurs concomitant à un coup d'arrêt des exports français vers le Liban.

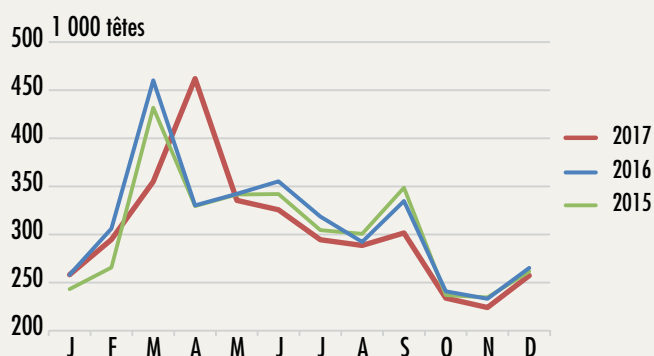
# 3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

## 81 000 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2017

### PRODUCTION 2017

#### ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX

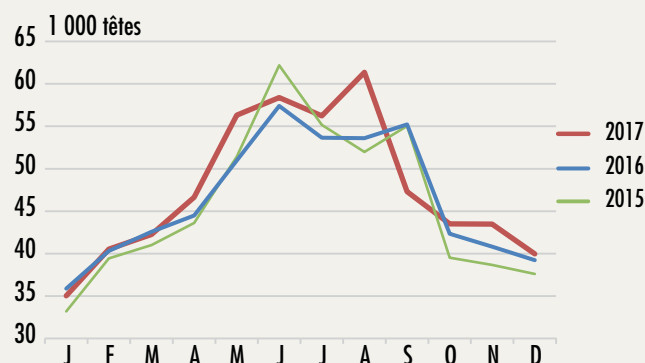


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Après un rebond en 2016, les abattages contrôlés d'ovins ont reculé en 2017 retrouvant leur niveau de 2015. Un repli dû aux abattages d'agneaux en baisse de 2,8%/2016.

Les abattages d'agneaux étaient en baisse en 2017 à 3,63 millions de têtes. Une baisse plus marquée au 2<sup>nd</sup> semestre (-5% /2016) qu'au 1<sup>er</sup> (-1% /2016) en raison des difficultés à l'export des agneaux laitiers. Quand ils ne sont pas exportés, ces animaux sont engraisés et abattus en France au 1<sup>er</sup> semestre. Les abattages du 2<sup>nd</sup> semestre, reculent faute de disponibilités en agneaux français, mais aussi en raison de la baisse rapide des importations de vif. Les abattages d'ovins adultes ont à l'inverse progressé de 2,6% à 571 000 têtes, une progression homogène au long de l'année.

#### ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



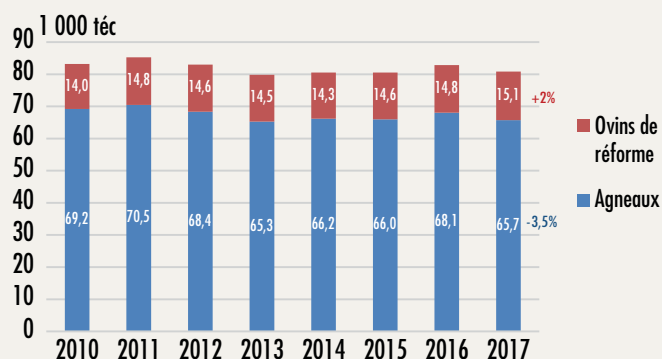
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

La production indigène brute d'ovins en France a reculé de 1,1%/2016 à 4,45 millions de têtes. Un repli attribuable aux agneaux dont la PIB diminue de 2,1%/2016.

La Production Indigène Brute ou PIB (abattages contrôlés + exports en vif – imports en vif) comptabilise l'ensemble des animaux sortis des fermes françaises, export maigre compris. Sa baisse en 2017 a été moins marquée que celle des abattages en raison de la stabilité des exportations.

En 2017 la PIB d'agneaux était en recul de 2% à 3 850 000 têtes alors que celle des ovins adultes était en forte hausse à 601 000 têtes soit +5,9% /2016. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis 2011, un signe d'une forte décapitalisation du cheptel.

#### VIANDE OVINE SORTIE DES ABATTOIRS FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Le recul des abattages d'agneaux a été en partie compensé par le rebond des abattages d'ovins adultes. En tonnes équivalents carcasse, la production de viande dans les abattoirs français recule de 2,4% /2016.

Suivant les abattages en têtes, la production de viande ovine a reculé en 2017. 65 700 téc de viande d'agneau sont sorties des abattoirs français, en recul de -3% après un rebond en 2016. En hausse régulière depuis 2013, les poids carcasses des agneaux ont stagné en 2017 mais restent très élevés : à 18,14 kg éc.

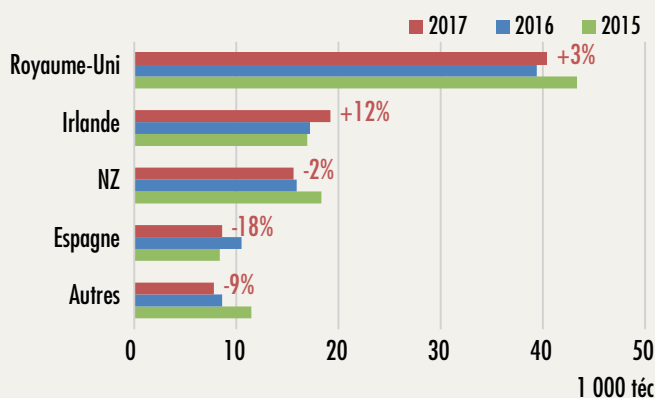
La production de viande d'ovins adultes a progressé de 2% /2016 et de 4% /2015 : pour la première fois depuis 2008 elle dépasse les 15 000 téc. Cette hausse s'explique par un nombre d'animaux abattus en hausse alors que les poids carcasses étaient en recul de -0,6%/2016 à 26,41 kg.

# 91 400 téc

C'est le cumul des importations françaises de viande ovine en 2017.

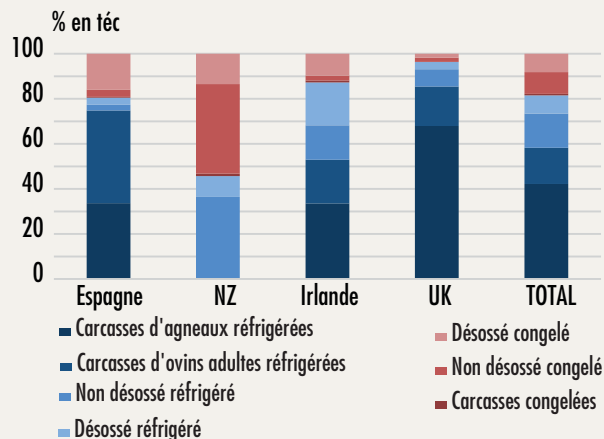
## IMPORTATIONS 2017

### ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

### TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine se sont stabilisées en 2017, après une forte chute en 2016. La hausse des achats au sein de l'Union européenne a compensé les envois moindres des pays tiers en général et de la Nouvelle-Zélande en particulier. En conséquence, le type de produits importés a légèrement évolué vers plus de réfrigéré (82% des volumes).

Les importations françaises de viande ovine suivent une tendance structurellement baissière. Elles se sont néanmoins stabilisées en 2017 (+0,2% /2016). Le prix moyen des importations de viandes ovines rendues en France était de 5,1€/kg éc en 2017, en recul de 10 centimes /2016.

Le principal fournisseur du marché français demeure le **Royaume-Uni avec 40 400 téc** (44% des importations totales), dont les envois progressent de +3% /2016. Le prix moyen des viandes britanniques était de 5 €/kg éc en 2017.

L'**Irlande** est le second fournisseur du marché français. En 2017 ses envois ont bondi de 13% /2016 à 19 200 téc, pour un prix moyen de 4,9 €/kg éc, en baisse de 3,5% /2016.

Les importations françaises en provenance d'**Espagne** ont reculé de 1 900 téc, à 8 600 téc après un net rebond en 2016. Leur prix a légèrement progressé à 4,4 €/kg éc (+2,5%/2016).

Les viandes **Néo-Zélandaises** dominent les importations en provenance des pays-tiers (86% des volumes en 2017). Les envois kiwis vers la France se contractent (voir plus loin), ils ont atteint 15 600 téc en 2017 (-2% /2016) pour un prix moyen en hausse de 8% à 6,2 €/kg. On trouve également sur le marché français des viandes Australiennes et Sud-américaines.

Les importations françaises de viandes ovines sont avant tout des **carcasses d'agneaux réfrigérées** (42%), des carcasses d'ovins adultes réfrigérées (16%) et des viandes fraîches non désossées (15%). Les produits congelés représentent 18% des volumes importés. Cette répartition moyenne n'est pas homogène selon les fournisseurs, ce qui impacte les prix moyens des viandes importées.

En 2017, **85% des viandes britanniques** étaient des **carcasses réfrigérées** dont une large majorité de carcasses d'agneaux. L'**Irlande** a également exporté **une majorité de carcasses fraîches** (53%) mais également 34% de morceaux frais, désossés ou non.

Les carcasses fraîches représentent 75% des importations françaises en provenance d'Espagne. Mais l'**Espagne** exporte avant tout des **carcasses d'ovins adultes** (41% des volumes en 2017), bon marché, valorisées notamment dans le circuit rituel et la RHD.

La viande **néo-zélandaise** arrive en France presque exclusivement **sous forme piécée** (99% des volumes en 2017). Il s'agit de produit principalement **avec os** (77% en 2017) et **congelés** (**54% en 2017**). La baisse des envois NZ s'explique à la fois par la baisse structurelle du cheptel local, mais également par la demande chinoise, plus rémunératrice que le marché européen.



Brebis de race charolaise

# 3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

**44%**

C'est en 2017 la part de la viande française dans la consommation nationale.

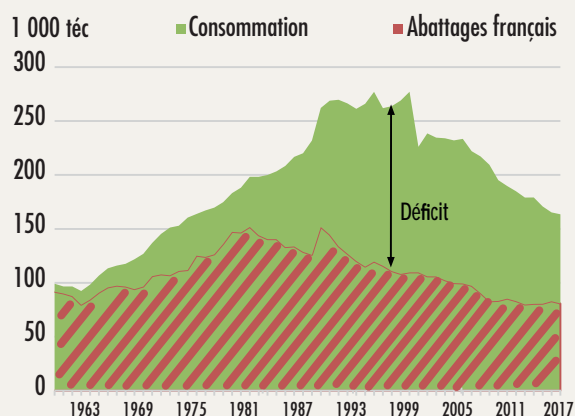
## CONSOMMATION 2017

### BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2013	2014	2015	2016	2017	2017/16
Abattages contrôlés	110	83	80	81	80	83	81	-2%
Imports vifs	10	7	5	5	5	4	3	-27%
Exports vifs	7	9	6	5	5	4	4	-2%
<b>Production indigène brute</b>	107	85	80	80	80	83	82	-1%
Imports viande	175	121	106	105	98	92	91	=
Exports viande	9	9	7	8	8	9	9	+2%
<b>Consommation</b>	275	195	179	178	171	165	163	-1%
Population (millions hab.)	60,5	64,7	65,6	65,9	66,5	66,8	67,0	=
<b>Consommation/hab. (en kgéc)</b>	4,6	3,0	2,7	2,7	2,6	2,5	2,4	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

### ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

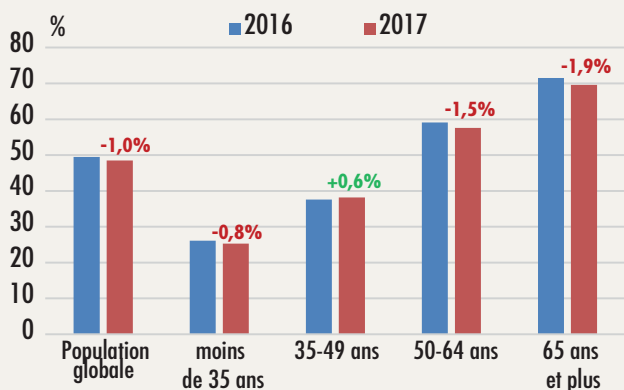
### Contraction de la consommation française

La consommation par bilan (abattages contrôlés + importations - exportations) de viande ovine a atteint 163 000 tonnes équivalent carcasses en 2017. Les Français ont en moyenne consommé 2,4 kg équivalent carcasse de viande ovine par personne en 2017, soit -2% /2016. L'érosion de la consommation est structurelle en France depuis le début des années 2000.

En 2017, la viande française représentait 44% de la viande ovine consommée en France. L'ensemble des abattages (consommation nationale + viande exportée) français auraient théoriquement permis de couvrir 49,5% de la consommation en 2017.

La consommation d'agneau est très saisonnière et dépend beaucoup des fêtes religieuses, en premier lieu Pâques mais également la fête de l'Aïd-el-Kebir. En 2017, Aïd-el-Kebir a débuté le 31 août pour se clore le 4 septembre, des dates peu favorables à la consommation d'agneau en raison de la chaleur et de la proximité avec les vacances, ce qui a pénalisé la consommation au 2<sup>nd</sup> semestre. En 2018 le problème se posera à nouveau avec l'Aïd-el-Kebir qui aura lieu en août.

### TAUX DE PÉNÉTRATION DE LA VIANDE OVINE DANS LES MÉNAGES FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

Les indicateurs du panel Kantar\* montrent une érosion des achats de viande ovine par les ménages français tant en volumes qu'en fréquence.

Le taux de pénétration du marché par un produit est, selon le panel Kantar, la part des ménages ayant acheté ce produit au moins une fois dans l'année. En 2017, il était de 48,5% pour la viande ovine en France : en recul de 1 point /2016. Il est croissant avec l'âge du ménage : allant de 25,3% chez les moins de 35 ans à 69,6% chez les plus de 65 ans. L'âge élevé des acheteurs est un mauvais signe pour la filière.

Le panel montre également une érosion des quantités achetées par foyer (3,47 kg, -2,5% /2016) et de la fréquence des achats (4,6/an en 2017 contre 4,8/an en 2016).

Ces indicateurs coïncident avec l'érosion de la consommation mesurée par bilan. Néanmoins le rebond du taux de pénétration (38,2%, +0,8% /2016) et des quantités achetées par foyer (+200g /2016) chez les 35-49 ans sont des signaux encourageants.

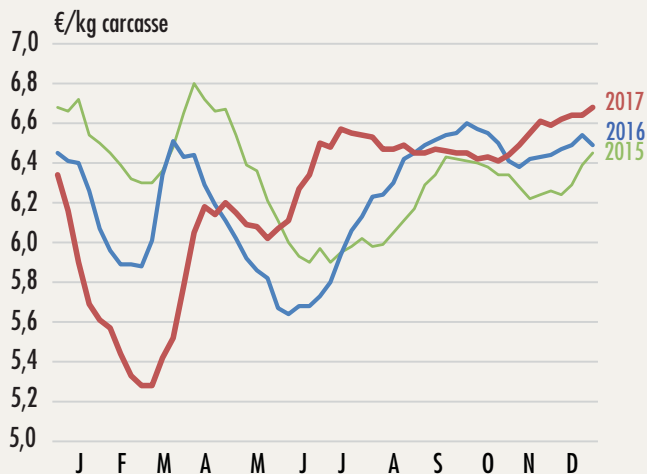
\*cf note page 8



## PRIX 2017

### PRIX MOYEN PONDÉRÉ DE L'AGNEAU FRANÇAIS

En 2017, le Prix Moyen Pondéré des régions de l'agneau était stable comparé à 2016. Une stabilité qui cache un marché très contrasté entre un 1<sup>er</sup> semestre chargé et un 2<sup>nd</sup> plus tendu.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

## 6,21 €/kg de carcasse

C'est le PMP (Prix Moyen Pondéré) de l'agneau en France en 2017.

### Un premier semestre difficile

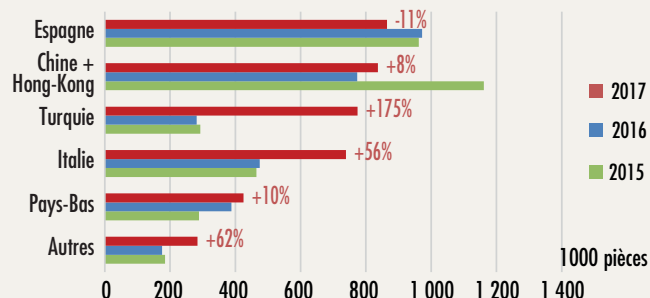
Le 1<sup>er</sup> semestre connaît habituellement par un important pic des cotations durant les semaines précédentes Pâques. 2017 n'a pas dérogé à cette règle, mais le pic aura été peu marqué. Le marché est resté lourd en raison d'importations en hausse et d'importants abattages d'agneaux issus du troupeau laitier. Les difficultés de valorisations du 5<sup>ème</sup> quartier ont également pesé sur les prix. Le PMP moyen de l'agneau au 1<sup>er</sup> semestre était de 5,9 €/kg de carcasse, en baisse de 17 centimes /2016.

### Peu de disponibilités au 2<sup>nd</sup> semestre

Au 2<sup>nd</sup> semestre les disponibilités très limitées ont entraîné une nette hausse des cours : le PMP moyen atteignant 6,51 €/kg (+2% /2016). Il a commencé à se redresser en juin avec le début du Ramadan, propice à la consommation et une accélération des exportations vers l'Espagne. Les prix se sont ensuite maintenus de juillet à octobre avant un léger rebond à l'approche des fêtes de fin d'année.

## EXPORTATIONS DE PEAUX D'OVINS 2017

### EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

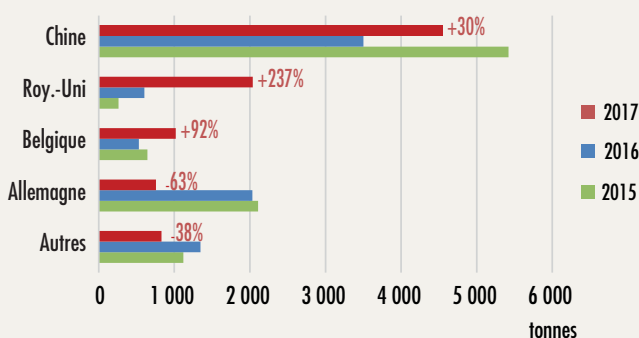
Les exportations françaises de peaux se sont redressées en volumes en 2017 : +28% /2016, mais les prix restent très dégradés.

Le marché des peaux ovines est un marché mondialisé, fortement impacté depuis 2014 par la crise économique en Russie (importateur majeur de produits en cuirs) et par la baisse des capacités de tannage chinoises. En 2017 la croissance est revenue en Russie, relançant les importations d'ouvrages en cuirs venus de Chine et de Turquie.

La France a exporté 3,92 millions de peaux ovines en 2017 soit près de 900 000 de plus qu'en 2016. À 4,4 € par pièce en moyenne les prix restent toutefois très dégradés, plus de 2 fois inférieurs aux valorisations obtenues de 2011 à 2013.

## EXPORTATIONS DE LAINE 2017

### EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les exportations françaises de laines ont progressé de +15% /2016 en volume, au prix d'une forte baisse des cours.

La France a exporté 9 200 tonnes de laines en 2017, une hausse des volumes liée à une forte baisse des prix. Le prix moyen FOB des laines exportées a reculé de 22%/2016 à 1,31€/kg. Les exportations ont progressé en direct vers la Chine, mais aussi vers la Belgique et le Royaume-Uni qui jouent un rôle de plateformes.

Le marché mondial de la laine est très contrasté. Alors que les laines haut de gamme produites principalement en Océanie peuvent dépasser les 10 €/kg, le marché des laines tout venant est surchargé. Cela s'explique par la hausse de production en Océanie due au croisement des mérinos avec des races à viandes et par une demande morose dans le secteur de l'habillement notamment.

4

# LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



## Nouvelle baisse de la consommation en 2017, malgré la progression des abattages européens

Après un repli en 2016, la production européenne de viande ovine est repartie à la hausse en 2017, grâce au dynamisme des abattages au Royaume-Uni, en Irlande et en Roumanie. L'effondrement des arrivées de viande ovine en provenance d'Océanie a toutefois fortement limité les disponibilités en Europe. Les exportations de viande ovine à destination des pays tiers ont en outre bondi, notamment vers Hong-Kong et le Moyen-Orient, entraînant un recul encore plus marqué de la consommation européenne.

### 63 millions de têtes

C'est le cheptel estimé de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne en décembre 2017.

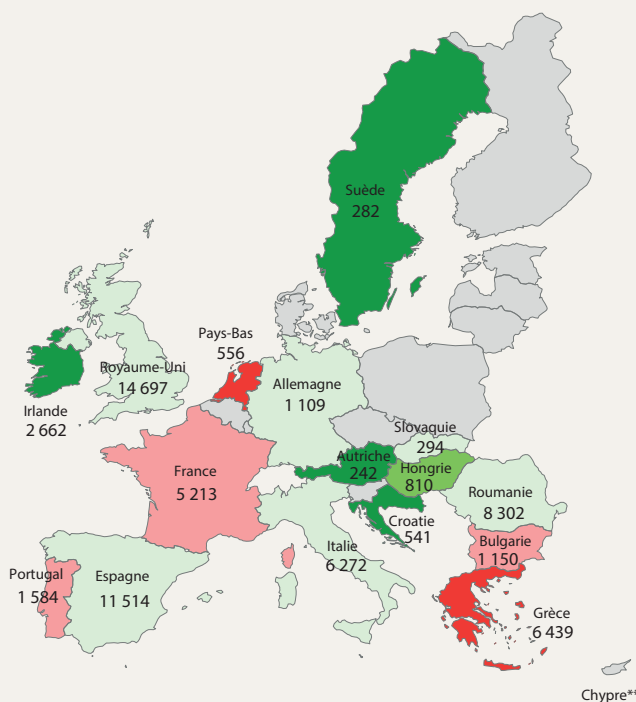
#### CHEPTEL 2017

#### LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE\*

1 108 Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2017 (en milliers de têtes)

Evolution du cheptel de brebis et d'agnelles saillies entre déc. 2016 et déc. 2017 :

- de -5,2% à -3%
- de -3% à -1%
- de -1% à +1%
- de +1% à +3%
- de +3% à +9,8%



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur européen se serait stabilisé entre fin 2016 et fin 2017. Le recul des effectifs de brebis et d'agnelles saillies en Grèce (-223 000 têtes), en France (-142 000 têtes) et en Roumanie (-86 000 têtes) a en effet été compensé, principalement par la progression des cheptels irlandais (+256 000 têtes) et croate (+45 000 têtes).

\* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.  
 \*\* Pas de données pour 2017.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, Eurostat et DEFRA  
 Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

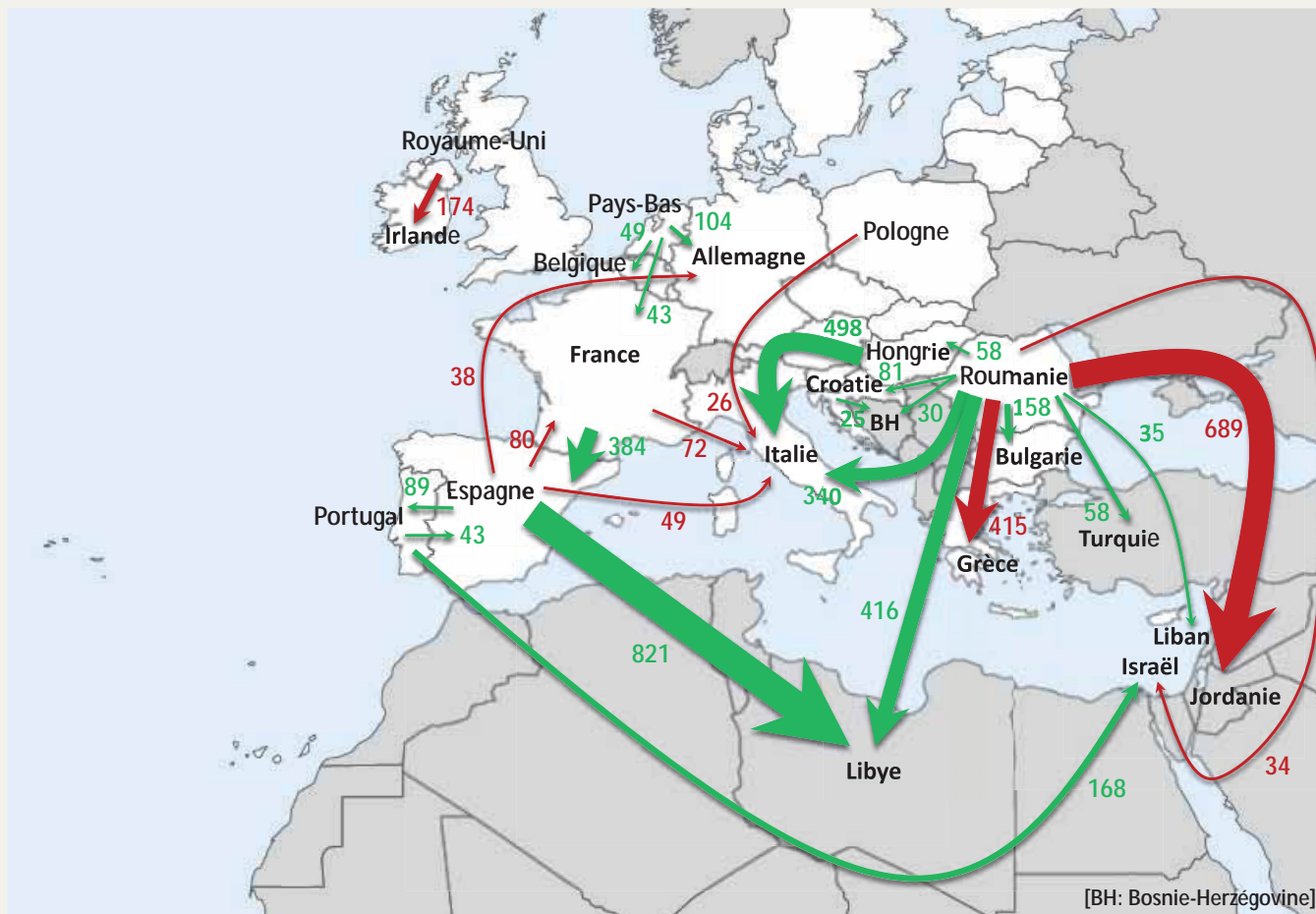
## FLUX D'OVINS VIVANTS 2017

### PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS\*

Après un bond en 2016, les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers sont reparties à la baisse en 2017. La progression des envois vers la Libye, Israël et la Bosnie-Herzégovine n'ont en effet pas suffi à compenser la chute des exportations à destination de la Jordanie.

**-9%**

C'est le recul des exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers en 2017.

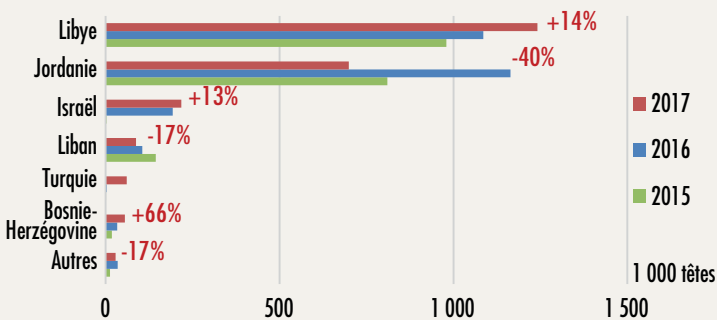


\*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 20 000 têtes sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2016 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS

À 2,4 millions de têtes au total, les envois étaient constitués à 60% par des ovins adultes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

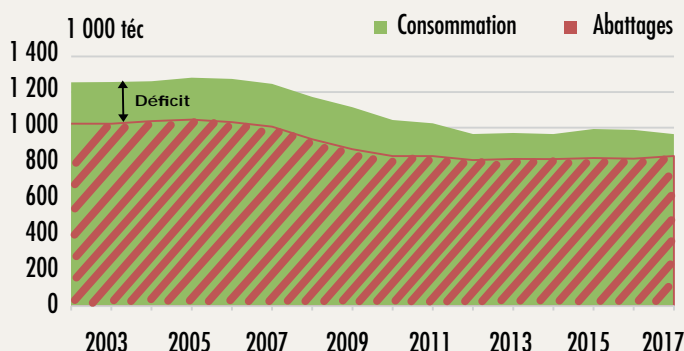
Les **exportations européennes d'ovins adultes vivants** ont diminué de 19% à 1,4 million de têtes en 2017, pénalisées par la chute des envois vers la Jordanie (-43% à 626 000 têtes) et le Liban (-15% à 51 000 têtes). Les expéditions ont toutefois progressé à destination de la Libye (+13% à 558 000 têtes), d'Israël (+30% à 118 000 têtes) et de la Turquie (x 22 à 42 000 têtes).

Les **envois d'agneaux vivants** ont à l'inverse augmenté de 12% à 951 000 têtes, boostés notamment par le bond des exports vers la Libye (+16% à 683 000 têtes).

Avec 1,3 million d'ovins vivants envoyés vers les pays du pourtour méditerranéen en 2017 (-25% /2016), la Roumanie reste le principal exportateur communautaire, suivi par l'Espagne (+7% à 844 000 têtes).

## PRODUCTION ET CONSOMMATION

### PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28\*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

**La consommation européenne de viande ovine a de nouveau reculé en 2017, malgré la hausse des abattages.**

Alors que la production européenne de viande ovine aurait progressé en 2017 (+2% /2016 à 841 000 téc d'après nos estimations), soutenue par l'augmentation des abattages au Royaume-Uni (+2% à 297 000 téc), en Roumanie (+9% à 84 000 téc) et en Irlande (+10% à 67 000 téc), les importations de viande ovine ont chuté, conduisant au repli des disponibilités européennes. Les exportations européennes de viande ovine ont en outre bondi à destination des pays tiers (+84% à 30 000 téc). Au total, la consommation européenne calculée par bilan (abattages + importations de viande ovine - exportations de viande ovine) s'est de nouveau repliée (-2% à 964 000 téc).

Avec une population européenne qui continue à progresser (+0,3% à 512 millions d'habitants), la consommation par habitant a reculé de 3% à 1,9 kg équivalent carcasse.

### BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28\*

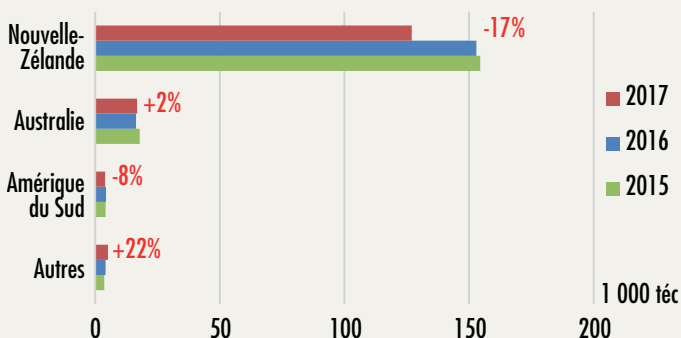
1 000 téc	2014	2015	2016	2017	2017/16
<b>Abattages</b>	824	830	826	841	+2%
<b>Importations de viande</b>	169	180	178	153	-14%
<b>Exportations de viande</b>	29	17	16	30	+84%
<b>Consommation par bilan</b>	964	993	988	964	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

\*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs dans certains pays, rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressées pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

## IMPORTATIONS 2017

### IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## -14%

**C'est la chute des importations européennes de viande ovine en provenance des pays tiers en 2017.**

**Face au recul des arrivées néo-zélandaises, les achats européens de viande ovine sont tombés à 153 000 téc.**

La légère hausse des importations en provenance d'Australie (+2% à 17 000 téc), n'a pas suffi à compenser la chute des achats depuis la Nouvelle-Zélande (-17% à 127 000 téc) et l'Amérique du Sud (-8% à 4 000 téc). La Nouvelle-Zélande reste toutefois, et de loin, le 1<sup>er</sup> fournisseur en viande ovine de l'UE, avec 83% des importations totales.

À 6,4 €/kg équivalent carcasse, le prix moyen des viandes importées a bondi de 18% par rapport à 2016. Ces viandes étaient à 39% congelées avec os, 26% congelées désossées, 24% « chilled » avec os et 11% « chilled » désossées.

## ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2017

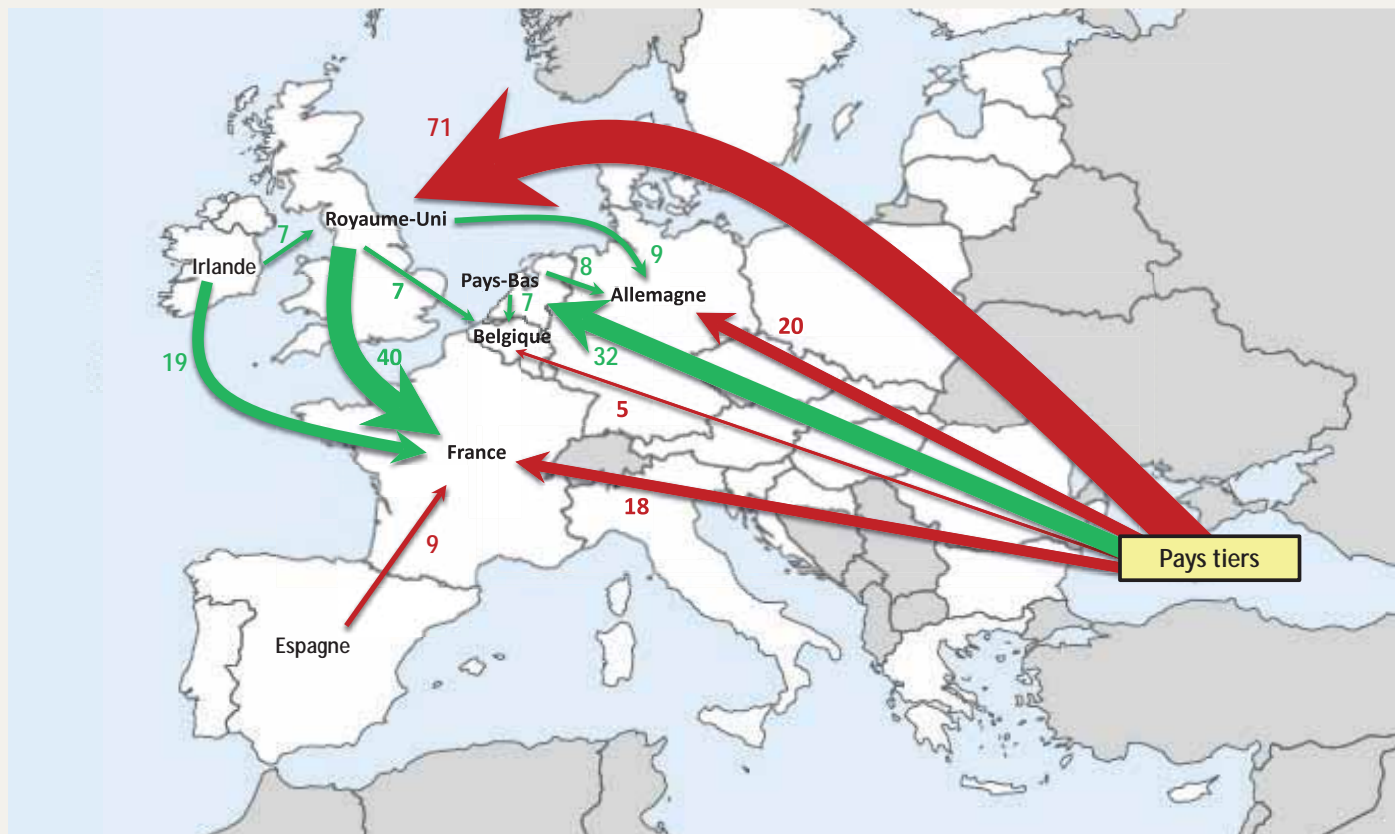
### LES FLUX\* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2017

En 2017, le repli des arrivées océaniques en Europe a principalement affecté le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Les achats en provenance des pays tiers ont à l'inverse progressé aux Pays-Bas.

Après 3 ans de recul, les exportations européennes de viande ovine ont en revanche grimpé vers Hong-Kong (x 2,6 à 7 300 téc), la Jordanie (x 3 à 3 300 téc), la Suisse (+32% à 3 300 téc), les Émirats Arabes Unis (x 3,5 à 1 800 téc) et le Koweït (x2,6 à 1000 téc).

**+84%**

C'est le bond des exportations européennes de viande ovine en 2017, à 30 200 téc.



\* Volumes reçus en tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs. Seuls les flux de plus de 5 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2016 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises et Eurostat

## CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent européen global d'importations de viande ovine n'a été rempli qu'à 59% en 2017, soit 10 points de moins qu'en 2016.

	2015		2016		2017	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	76%	228 254	76%	228 254	62%
Argentine	23 000	2%	23 000	4%	23 000	3%
Australie	19 186	99%	19 186	96%	19 186	100%
Chili	7 400	34%	7 600	33%	7 800	26%
Uruguay	5 800	31%	5 800	27%	5 800	31%
Autres	2 962	44%	2 962	64%	2 962	86%
<b>TOTAL</b>	<b>286 602</b>	<b>70%</b>	<b>286 802</b>	<b>69%</b>	<b>287 002</b>	<b>59%</b>

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (12,8% + 90,2 à 311,8 €/100 kg net hors contingents).

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après la Commission Européenne

Avec la chute des arrivées de viande ovine en provenance de **Nouvelle-Zélande**, le taux de remplissage du contingent néozélandais (80% du contingent global) est tombé à 62% en 2017 (-14 points /2016).

Les achats ont également reculé depuis l'**Amérique du Sud**, avec une utilisation de seulement 12% (-1 pt) du contingent tarifaire attribué aux pays sud-américains (Argentine, Chili et Uruguay).

Le contingent tarifaire européen s'est en revanche de nouveau avéré limitant pour l'**Australie** qui a rempli son contingent à 100% (+4 pts).

Au total, 118 500 téc n'ont pas été attribuées en 2017, dont 86 100 téc du contingent néo-zélandais.



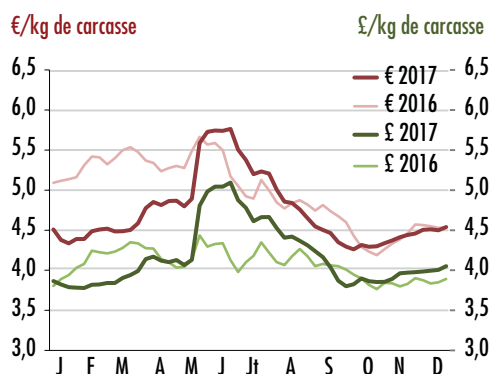


# 4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ROYAUME-UNI

## DONNÉES REPÈRES

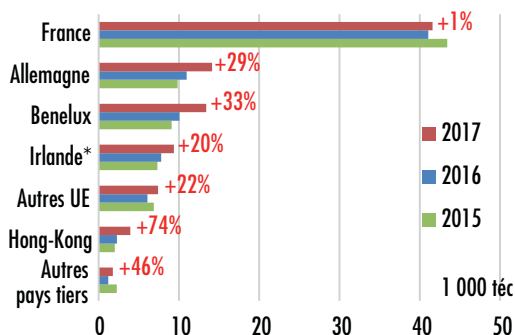
- Cheptel : 14,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,4 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 29 %
- Part des exportations dans la production : 31 %

## COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB Beef & Lamb

## EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



\*Les chiffres d'exportations britanniques vers l'Irlande diffèrent de ceux publiés par les douanes irlandaises, faisant état de seulement 4 600 téc importées du Royaume-Uni en 2017.

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017/16
1000 téc							
Abattages	275	289	298	302	290	297	+2%
Importations de viande ovine	94	107	98	99	97	83	-15%
Exportations de viande ovine	97	106	104	81	79	92	+15%
Consommation par bilan	273	290	291	320	308	288	-6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

**Malgré la chute des volumes importés d'Océanie, les exportations britanniques de viande ovine ont fortement progressé en 2017, soutenues par la hausse de la production et l'évolution des taux de change.**

### Augmentation de la production malgré la chute des abattages de réformes

Les effectifs importants d'agneaux de reports en début d'année (ralentissement des sorties fin 2016 lié aux conditions climatiques trop humides), la progression du cheptel de brebis (+1% /2016 à 14,8 millions de têtes fin 2017) et les bonnes performances de reproduction ont permis aux abattages d'agneaux britanniques de retrouver une dynamique positive en 2017 (+3% /2016 à 13,2 millions de têtes). Après un niveau relativement élevé en 2016, les abattages d'ovins adultes ont en revanche chuté de -8% pour tomber à 1,6 million de têtes, conduisant à la stabilisation du cheptel reproducteur en fin d'année.

Au total, avec la hausse des sorties d'agneaux et l'alourdissement des carcasses (+1% à 19,4 kg pour les agneaux ; +2% à 26,5 kg pour les ovins adultes), la production britannique de viande ovine a progressé de +2%, à 297 000 téc.

### Nouveau recul de la cotation en euros

En repli en début d'année en raison de la progression des abattages dans un contexte de demande plutôt morose, le cours de l'agneau britannique est ensuite nettement reparti à la hausse à partir du mois de mai, atteignant une moyenne de 4,17 £/kg de carcasse sur l'année, soit 4% de plus qu'en 2016. La dépréciation de la livre par rapport à la monnaie européenne a néanmoins de nouveau pesé sur la cotation convertie en euros, qui a baissé de 5% à 4,73 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année.

### Chute des arrivées de viande ovine océanienne

À 82 600 téc, les importations britanniques de viande ovine ont diminué de -15% par rapport à 2016. Le dynamisme du marché chinois, le prix élevé de la viande ovine en Nouvelle-Zélande et l'appréciation du dollar néo-zélandais, par rapport à la £ au 1<sup>er</sup> semestre, ont en effet amputé de près d'un quart les arrivées néo-zélandaises (-24% à 56 400 téc). Les achats ont également reculé depuis l'Australie (-3% à 12 200 téc).

### Bond des exportations de viande ovine

Boostées par l'évolution du taux de change £/€ les rendant plus compétitives sur le marché européen, les exportations britanniques de viande ovine ont grimpé de 15% à 91 700 téc. Le recul de leur valeur unitaire en euros (-4% à 4,8 €/kg éc) a toutefois limité leur progression en valeur (+11% à 436 millions d'€). Elles étaient constituées en majorité de viandes réfrigérées non désossées (80%).

Les envois ont notamment bondi vers l'Allemagne (+29% à 14 100 téc), l'Irlande (+20% à 9 400 téc) ou encore Hong-Kong (+74% à 4 000 téc). Malgré une hausse plus limitée (+1% /2016), la France est toutefois demeurée la première destination, avec 41 600 téc.

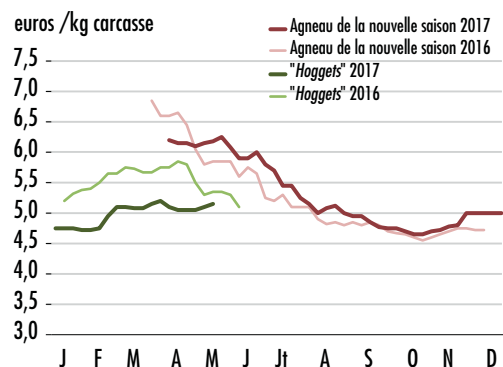
# 4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



## DONNÉES REPÈRES

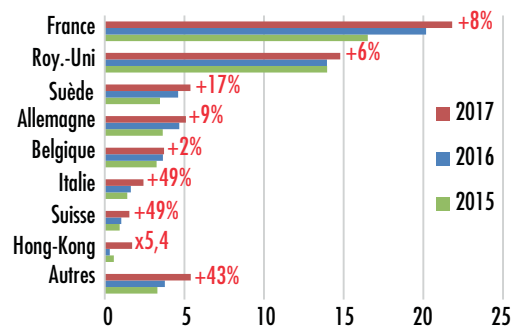
- Cheptel : 2,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 2,1 kg éc/habitant
- Part des exportations dans la production : 92%

## COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bord Bia

## EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017/16
Abattages	54	57	58	58	61	67	+10%
Importations de viande ovine	4	5	5	5	4	5	+31%
Exportations de viande ovine	48	47	44	47	54	62	+15%
Consommation par bilan	10	15	18	16	11	10	-7%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**Les disponibilités irlandaises en viande ovine ont bondi en 2017, entraînant un sursaut des exportations, notamment sur le marché européen.**

### La forte progression des abattages en 2017...

Malgré un cheptel reproducteur en léger recul fin 2016 (-0,3% /2015 à 2,4 millions de têtes) et la baisse des importations d'agneaux prêts-à-abattre en provenance d'Irlande du Nord en 2017 (-26% /2016 à 14 000 têtes d'après les douanes irlandaises), les abattages irlandais d'agneaux ont grimpé de 9%, à 2,7 millions de têtes en 2017. Les effectifs importants d'agneaux de report en début d'année et la hausse de la productivité numérique des brebis sont en effet venus gonfler les sorties.

Les abattages d'ovins adultes ont également bondi de 17% pour atteindre 470 000 têtes sur l'année. À 2,7 millions de brebis et agnelles saillies, le cheptel irlandais affichait toutefois fin 2017 une hausse de 11% par rapport à 2016.

Avec un poids de carcasse moyen stable pour les agneaux (à 20,4 kg) et en baisse de -1% pour les ovins adultes (à 27,8 kg), la production irlandaise de viande ovine s'est portée à 67 100 téc en 2017, soit 10% de plus que l'année précédente.

### ...est venue nourrir le boom des exportations de viande ovine

Avec une population de seulement 4,8 millions d'habitants, l'Irlande ne consomme qu'une faible part de sa production (15% en 2017). L'augmentation des volumes abattus en 2017 s'est ainsi directement répercutée sur les exportations irlandaises de viande ovine qui ont grimpé de 15% à 62 000 téc. Les envois ont notamment progressé vers la France (+8% à 22 000 téc), Hong-Kong (x 5 à 1 700 téc), le Royaume-Uni (+6% à 15 000 téc), l'Italie (+49% à 2 000 téc) et la Suède (+17% à 5 000 téc).

Les expéditions étaient constituées à 48% de viandes réfrigérées avec os (-4 pts /2016), 28% de viandes réfrigérées désossées, 17% de viandes congelées désossées (+2 pts) et 7% de viandes congelées avec os (+2 pts). À 4,8 €/kg éc en moyenne annuelle, leur valeur unitaire était en léger recul par rapport à l'année précédente, en raison de la progression de la part de viandes expédiées sous forme congelées.

### Chute des cours du « hogget » en début d'année

Face aux disponibilités abondantes d'agneaux de fin de saison début 2017 (hausse des reports), le cours du « hogget » est resté très en deçà de ses niveaux de l'année précédente, plafonnant à 4,98 €/kg de carcasse en moyenne, soit 10% de moins qu'en 2016. À 5,31 €/kg de carcasse, la cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison a en revanche progressé de +1%, malgré un pic moins marqué à Pâques (6,15 €/kg de carcasse en 2017, contre 6,85 €/kg de carcasse l'année précédente).

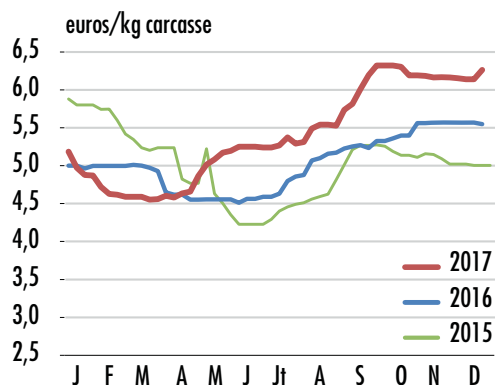
# 4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



## DONNÉES REPÈRES

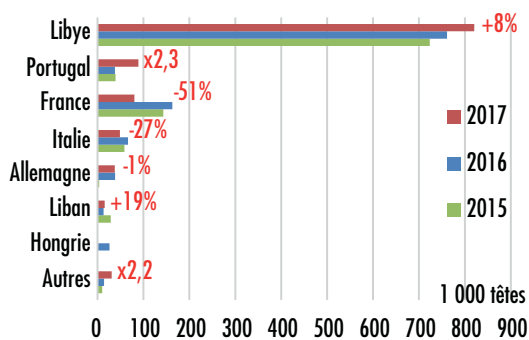
- Cheptel : 11,5 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 1,8 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 32%
- Exportations d'ovins vivants : 1,1 million de têtes soit 11% des sorties des exploitations

## COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

## EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS\*



\* Les chiffres d'exportations depuis l'Espagne peuvent différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017/16
Abattages	122	118	114	116	117	115	-2%
Importations de viande ovine	8	8	8	9	9	8	-8%
Exportations de viande ovine	34	36	34	32	35	37	+7%
Consommation par bilan	96	91	88	93	92	86	-6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**La consommation de viande ovine continue de s'éroder en Espagne au profit des exportations, notamment à destination des pays tiers.**

**Les exports d'ovins vivants vers les pays tiers restent très dynamiques**

À 844 000 têtes en 2017, les exportations espagnoles d'ovins vivants vers les pays tiers ont grimpé de 7% par rapport à 2016. Constitués à plus de 80% d'agneaux, ces envois ont été destinés principalement à la Libye (+8% à 820 000 têtes). Les exports en vif étaient à l'inverse en recul vers l'UE (-16% à 278 000 têtes), notamment en raison de la chute des expéditions d'agneaux vers la France (-74% à 36 000 têtes). Les envois espagnols d'agneaux vivants ont toutefois fortement progressé à destination du Portugal (x 2,5 à 82 000 têtes).

Les importations d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux de lait français, étaient par ailleurs en hausse (+13% à 337 000 têtes).

**Diminution de la production malgré le sursaut des abattages d'ovins adultes**

La production espagnole de viande ovine s'est repliée de -2% en 2017 à 114 800 téc. Le bond des abattages d'ovins adultes (+19% /2016 à 722 000 têtes) n'a en effet pas suffi à compenser la chute des abattages d'agneaux (-4% à 9,1 millions de têtes), pénalisés par la baisse du cheptel reproducteur fin 2016 (-1% /2015 à 11,5 millions de têtes). À respectivement 10,9 kg et 21,9 kg en 2017, les poids moyens de carcasse des agneaux et des ovins adultes étaient en outre stables par rapport à l'année précédente.

**Remontée des cotations**

La baisse des disponibilités en agneau a tiré les cours à la hausse en 2017. À 5,40 €/kg de carcasse en moyenne, la cotation de l'agneau lourd espagnol a ainsi progressé de 7% par rapport à 2016, avec une hausse particulièrement marquée à partir du mois de mai. À 9,96 €/kg de carcasse en moyenne sur novembre-décembre, le cours de l'agneau de lait léger affichait également une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente.

**Le recul de la consommation a permis une nouvelle hausse des exportations de viande**

La baisse de la production, couplée à la diminution des importations de viande ovine (-8% /2016 à 8 000 téc), s'est traduite par un important repli des disponibilités espagnoles. La poursuite de l'érosion de la consommation (-6% à 86 000 téc) a libéré des volumes et permis aux exportations de viande ovine de progresser de +7% à 37 000 téc. Les envois ont toutefois reculé à destination de l'UE (-7% à 26 600 téc) en raison de la chute des expéditions vers la France, son 1<sup>er</sup> marché (-21% à 12 000 téc). Les exportations ont en revanche bondi vers les pays tiers (+79% à 10 500 téc), notamment vers Hong-Kong (x 8 à 1 400 téc), les Émirats Arabes Unis (x 2,3 à 1 000 téc) et le Koweït (x 2,3 à 850 téc).

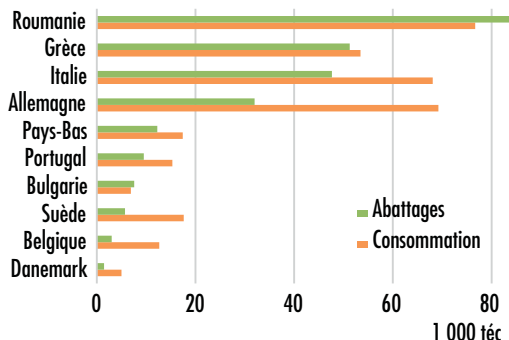
Ces exportations étaient constituées à 47% de viandes réfrigérées avec os (-17 pts /2016), à 27% de viandes congelées avec os (+11 pts), 25% de viandes congelées désossées (+6 pts) et 1% de viandes réfrigérées désossées. Du fait de cette forte progression des volumes congelés, la valeur unitaire des envois était en recul de -3% par rapport à 2016, à 3,9 €/kg éc.





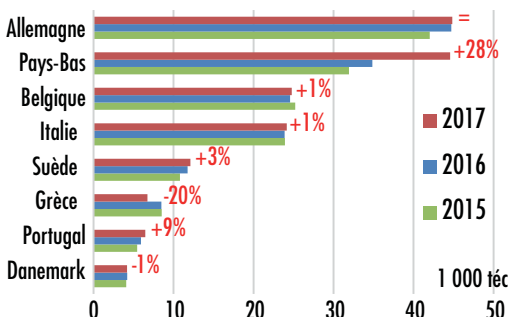
## 4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

### PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2017



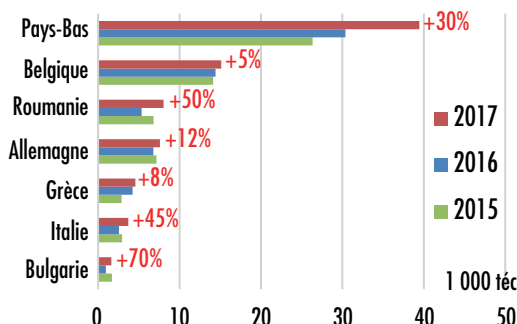
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

#### Une année 2017 contrastée

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 6% des abattages et 13% de la consommation européenne de viande ovine en 2017. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,8 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,1 kg éc en Belgique, 1,0 kg éc aux Pays-Bas, 0,9 kg éc au Danemark et 0,8 kg éc en Allemagne).

En 2017, les abattages ont nettement progressé en **Suède** (+5% à 5 700 téc) et en **Belgique** (+4% à 3 000 téc), mais étaient stables en **Allemagne** (à 32 000 téc) et en recul aux **Pays-Bas** (-2% à 12 300 téc) et au **Danemark** (-6% à 1 500 téc).

Si la hausse des importations est venue soutenir la consommation en **Suède** (+4% à 17 600 téc) et aux **Pays-Bas** (+2% à 17 400 téc), cela n'a pas été le cas dans les autres pays. Les consommations ont ainsi baissé en **Allemagne** (-1% à 69 200 téc), en **Belgique** (-3% à 12 700 téc) et au **Danemark** (-5% à 5 000 téc).

### Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

#### La consommation reste dynamique en Italie, au Portugal et en Roumanie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 24% des abattages et 23% de la consommation de l'Union européenne de viande ovine en 2017. La viande y est issue de cheptels à dominance laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. Alors que la consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (5,0 kg éc) et en Roumanie (3,9 kg éc), elle reste plus faible au Portugal (1,5 kg éc), en Italie (1,1 kg éc) et en Bulgarie (1,0 kg éc).

En 2017, seules la **Roumanie** et l'**Italie** ont vu leurs productions progresser (respectivement +9% à 84 000 téc et +6% à 47 600 téc), ce qui a soutenu leur consommation intérieure : +6% en Roumanie à 76 700 téc et +3% en Italie à 68 100 téc. Malgré le recul de sa production (-5% à 9 500 téc), la consommation était également en hausse au **Portugal** (+5% à 15 300 téc) grâce au bond des importations (+9% à 6 500 téc).

Les consommations apparentes se sont en revanche repliées en **Bulgarie** (-26% à 6 900 téc) et en **Grèce** (-8% à 53 400 téc), face à l'érosion de leurs productions (respectivement -17% à 7 600 téc et -4% à 51 300 téc).



5

# LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



## Rebond des flux de viande ovine vers la Chine

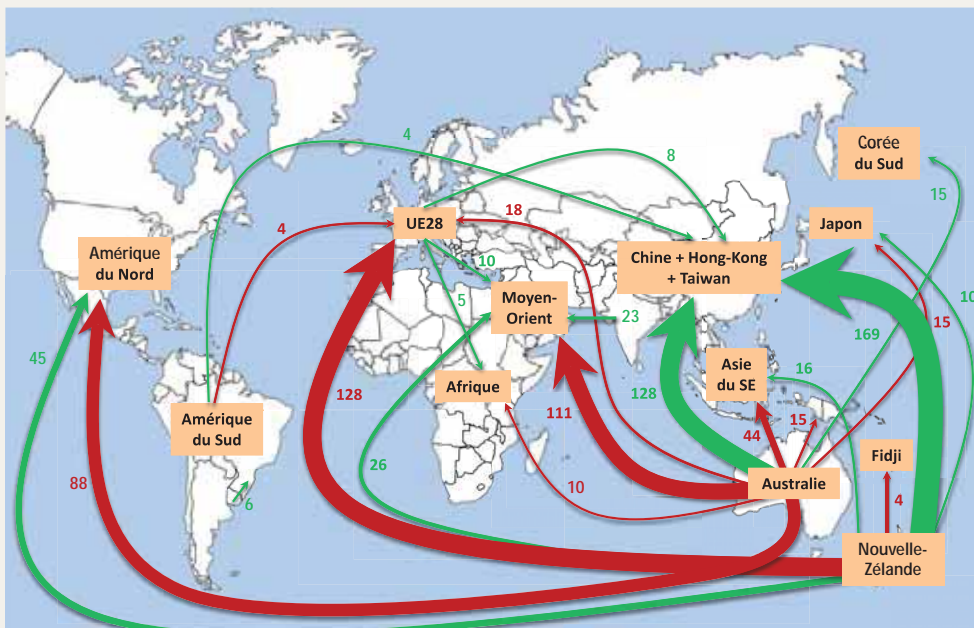
Après deux années de recul, la demande chinoise à l'import a de nouveau grimpé en 2017, absorbant des volumes de viande ovine croissants, principalement depuis l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Malgré la progression de la production océanique, cette hausse s'est faite au détriment d'autres marchés, notamment de l'Union européenne et du Moyen-Orient.

### ÉCHANGES 2017

#### LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2017 (1000 TÈC\*)

**+6%**

C'est la progression des exportations océaniques de viande ovine en 2017.



La progression des abattages en Australie et en Nouvelle-Zélande a permis à l'Océanie d'exporter davantage de viande ovine en 2017 (874 000 tÈC au total, soit +53 000 tÈC /2016). Les deux premiers exportateurs mondiaux ont ainsi pu largement profiter du dynamisme de la demande chinoise. Les envois ont à l'inverse reculé vers l'Union européenne et le Moyen-Orient.

\* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.  
Seuls les flux de plus de 4 000 tÈC sont représentés, au départ des principaux pays exportateurs.  
Les flux en augmentation par rapport à 2016 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, Eurostat et NZ statistics (en 1 000 tonnes équivalent carcasse).  
Cartographie Cartes & Données - © Artique

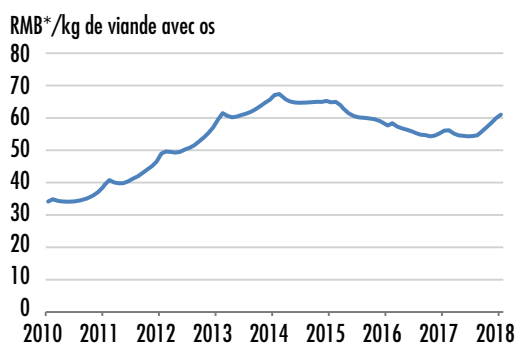


# 5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE

## DONNÉES REPÈRES

- Cheptel : 161 millions de têtes en 2016
- Production : 2,4 millions de téc (estimations GEB)
- Consommation de viande ovine : 1,9 kg éc/habitant

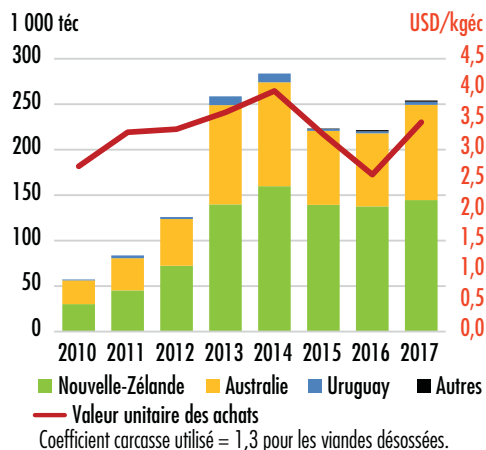
## ÉVOLUTION DES PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



\*1 RMB ≈ 0,13 € en 2017

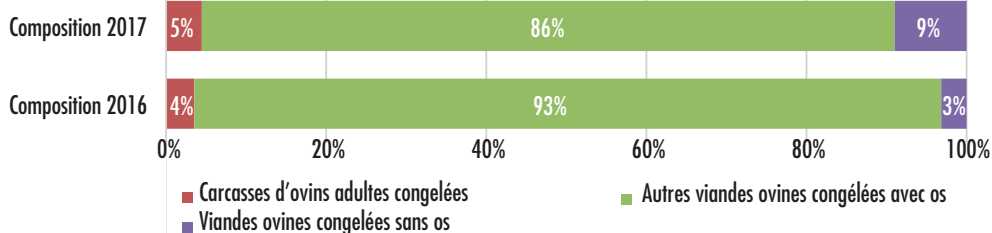
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère chinois de l'agriculture

## IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

## COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

**La progression des abattages chinois n'a pas suffi à combler l'augmentation de la demande en 2017, entraînant l'accroissement du recours à l'import.**

**Production en hausse, mais à un rythme plus lent que les années précédentes**

Après une croissance moyenne de 4% par an entre 2013 et 2016, encouragée par les prix élevés sur le marché intérieur et les incitations à produire du Gouvernement, la production chinoise de viande ovine n'aurait progressé que de +1,8% en 2017 (à 2,4 millions de téc) d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises.

**Envolée des prix à partir de septembre**

Cette augmentation des abattages n'a toutefois pas suffi à contrebalancer la hausse de la demande chinoise en viande ovine, boostée par le dynamisme démographique (≈+8 millions d'habitants entre 2016 et 2017) et la progression tendancielle de la consommation de viande ovine par habitant. Ce déséquilibre a soutenu la croissance des prix sur le marché intérieur à partir de septembre. À 60 RMB/kg en décembre 2017 (≈7,9 €), le prix de gros de la viande ovine a ainsi terminé l'année 9% au-dessus de sa valeur de fin 2016.

**Sursaut des importations de viande ovine**

Face au manque de disponibilités sur son marché intérieur, la Chine a fortement accru ses importations de viande ovine en 2017. Avec 254 000 téc importées officiellement<sup>1</sup> sur l'année (+15%/2016), elle conforte sa place de 1<sup>er</sup> importateur mondial de viande ovine et retrouve un niveau d'achat proche de 2013.

L'Australie tire son épingle du jeu et gagne des parts de marché en Chine avec 41% des volumes importés en 2017 (104 900 téc, soit +30%/2016) contre 36% en 2016. La Nouvelle-Zélande reste toutefois le 1<sup>er</sup> fournisseur de viande ovine du marché chinois avec 144 600 téc (+5%), soit 57% des volumes importés (62% en 2016). Malgré des niveaux nettement plus réduits, les importations sont également en progression depuis l'Uruguay (+54% à 3 300 téc) et le Chili (+13% à 1 400 téc).

À 3,5 USD /kg éc (≈ 2,8 €), la valeur unitaire des achats a grimpé de 33% par rapport à 2016, soutenue par les prix élevés en Chine et une montée en gamme des marchandises importées. Bien que les découpes congelées avec os représentent toujours l'essentiel des volumes (91% des importations), les achats de découpes congelées désossées progressent (9% des volumes en 2017 contre seulement 3% en 2016). Après 2 années de recul, les importations de carcasses d'ovins adultes sont également croissantes (+44% à 11 400 téc). Si les importations de viande réfrigérée restent marginales aujourd'hui (35 téc en 2017), les ouvertures début 2016 pour l'Australie et fin mars 2017 pour la Nouvelle-Zélande, du marché chinois à la viande « chilled » ouvrent de nouvelles perspectives.

<sup>1</sup> À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, le Chili (depuis janvier 2015) et la Mongolie (depuis janvier 2016), peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément vers la Chine continentale.

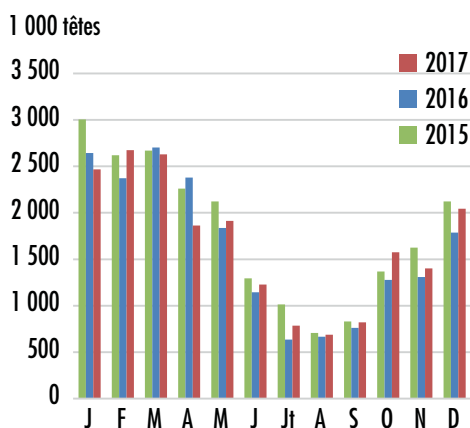


# 5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE

## DONNÉES REPÈRES

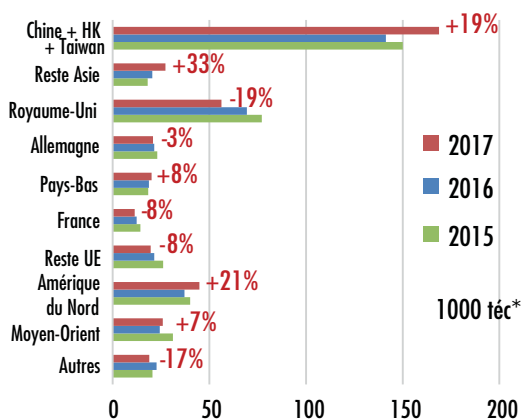
- Cheptel : 19,7 millions de brebis et agnelles mises à la reproduction
- Production de viande ovine : 475 100 téc
- Part de la production exportée : 87%

## ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

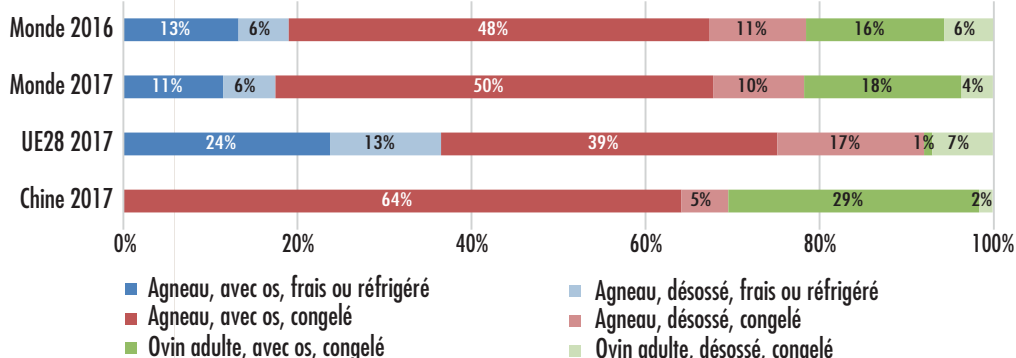
## EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

## COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Alors que les exportations néozélandaises de viande ovine ont bondi vers la Chine en 2017, elles se sont fortement repliées vers l'Union européenne.

### Des sorties dynamiques, malgré la poursuite de la baisse du cheptel

Le recul du cheptel reproducteur en juin 2016 (-5% /2015 à 19,8 millions de têtes) avait entraîné la diminution des naissances pour la campagne 2016-17 (oct. 2016 - sept. 2017). En outre les conditions climatiques très humides ont ralenti la finition des agneaux et concentré la baisse des abattages sur le dernier trimestre 2016. Malgré une nouvelle contraction du cheptel en juin 2017 (-1% à 19,7 millions de têtes), les bonnes performances de reproduction et un printemps austral moins pluvieux ont ensuite permis de retrouver un niveau de sorties élevé fin 2017. Au total sur l'année, les abattages d'agneaux ont ainsi progressé de 3% par rapport à 2016, à 20,1 millions de têtes.

Après une année 2016 marquée par des problèmes sanitaires sur les brebis (eczéma facial), les éleveurs néo-zélandais ont en outre largement renouvelé leurs troupeaux en augmentant le taux de réforme tout en gardant davantage d'agnelles. Les abattages d'ovins adultes ont donc grimpé de 5% à 775 000 têtes.

Les bonnes conditions fourragères et les prix à la production élevés sur l'ensemble de 2017<sup>1</sup> ont par ailleurs soutenu l'alourdissement des carcasses (+1% /2016 à 18,7 kg pour les agneaux ; +3% à 25,9 kg pour les ovins adultes), portant la production néo-zélandaise de viande ovine à 475 100 ttec en 2017 (+5% /2016).

### Les volumes supplémentaires ont été principalement exportés vers la Chine

Alors que la Nouvelle-Zélande destine plus de 85% de sa production au marché mondial, cette hausse des abattages s'est directement répercutée sur les volumes exportés qui ont grimpé de 6% par rapport à 2016, à 413 900 ttec. La hausse a été encore plus marquée en valeur (+24% à 3,3 milliards de dollars néozélandais) grâce au bond de la valeur unitaire des envois (+16% à 7,9 NZ\$/kg éc, soit environ 5 €), permis notamment par la progression des prix sur le marché chinois.

Avec 157 200 ttec (+21% /2016) la Chine continentale a absorbé l'essentiel des volumes additionnels. Elle est ainsi redevenue la 1<sup>ère</sup> destination des envois néo-zélandais de viande ovine, devant l'Union européenne, vers laquelle les exportations ont à l'inverse chuté (-11% à 128 300 ttec), face à des prix peu compétitifs.

Les expéditions étaient constituées à 68% de viande congelée avec os (+4 points /2016), à 14% de viande congelée désossée (-3 pts), à 12% de viande « chilled » avec os (-2 pts) et à 6% de viande « chilled » désossée (=). La viande d'agneau représentait toujours 78% des volumes.

<sup>1</sup> Le dynamisme du débouché export en 2017 a soutenu le prix à la production de l'agneau néozélandais qui a grimpé de 21% par rapport à 2016 en moyenne.

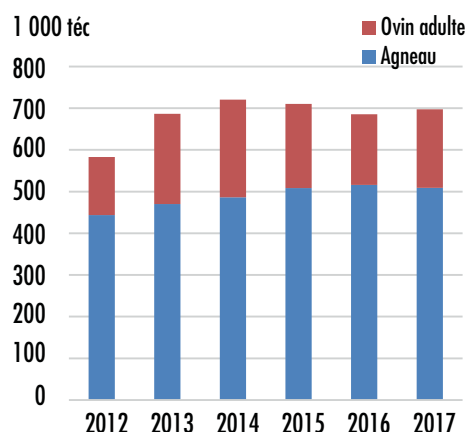


# 5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE

## DONNÉES REPÈRES

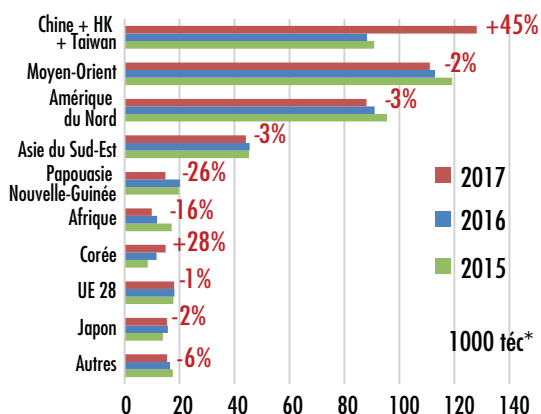
- Cheptel : 41,7 millions de brebis reproductrices (juin 2017)
- Production de viande ovine : 697 700 téc
- Exportations d'ovins vivants : 2 millions de têtes
- Part de la production exportée : 66 %

## PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

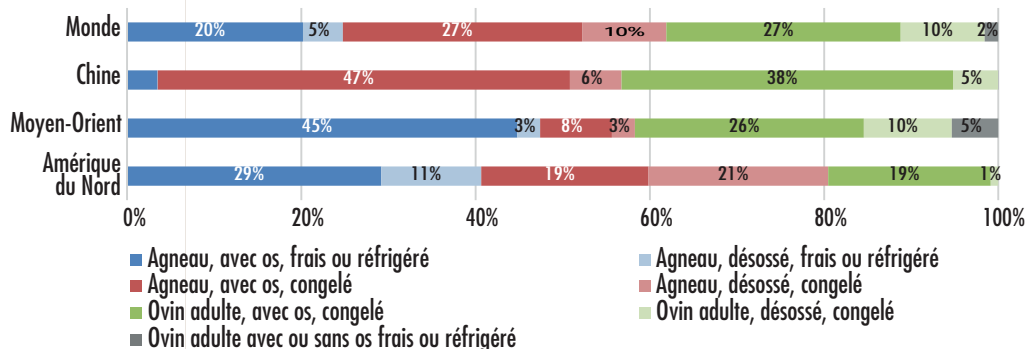
## EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

## COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2017 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

**Bien que la filière ovine australienne soit en phase de recapitalisation après plusieurs années de sécheresse, la production est repartie à la hausse en 2017 suite à quelques mois secs. Les volumes supplémentaires ont permis d'approvisionner la forte demande chinoise.**

### Progression des exports en vif vers le Moyen-Orient

Les exportations australiennes d'ovins vivants, constituées principalement de moutons de race mérinos ayant déjà fait plusieurs campagnes lainières, ont atteint 2 millions de têtes en 2017 (+4% /2016), soit 6% des sorties d'ovins des exploitations australiennes. La chute des envois vers les Émirats-Arabis-Unis (-41% à 114 000 têtes) et la Jordanie (-54% à 84 000 têtes) a en effet été largement compensée par la hausse des expéditions vers le Koweït (+2% à 646 000 têtes) et le Qatar (+14% à 640 000 têtes), ainsi que la reprise des exportations à destination de la Turquie à partir du mois d'août (225 000 têtes en 2017).

### La hausse des abattages d'ovins adultes a soutenu la production

Après des sorties plutôt ralenties en début d'année, en raison de la poursuite de la reconstruction du cheptel, les abattages ont nettement accéléré au second semestre, conséquence d'un hiver et d'un début de printemps très secs. Au total sur 2017, les abattages d'agneaux se sont ainsi maintenus à niveau historiquement élevé, malgré un léger repli par rapport à 2016 (-2% à 22,4 millions de têtes), alors que les abattages d'ovins adultes grimpaient de 8% à 7,5 millions de têtes.

L'augmentation des prix à la production (+12% /2016 à 6,3 dollars australiens/kg de carcasse en moyenne pour les agneaux, soit environ 4,3 €), permise par le dynamisme de la demande mondiale, a en outre incité les éleveurs à alourdir leurs animaux. Le poids moyen de carcasses a ainsi progressé, de +1% pour les agneaux (à 22,7 kg) et de +3% pour les ovins adultes (à 25,0 kg), portant la production australienne de viande ovine à 697 700 téc, soit +2% /2016.

### Bond des volumes de viande ovine exportés vers la Chine

Boostées par l'augmentation de la production et le dynamisme de la demande chinoise (+41% à 112 000 téc), les exportations australiennes de viande ovine ont grimpé de +6,5% par rapport à 2016, à 460 000 téc. Les expéditions ont toutefois reculé vers le Moyen-Orient (-2% à 111 000 téc), et les États-Unis (-2% à 76 000 téc).

La forte progression de la valeur unitaire des envois (+19% à 6,7 AU\$ /kg éc, soit environ 4,6 €) a en outre accentué la hausse des exportations en valeur (+26% à 3,1 milliards de AU\$).

Les expéditions étaient composées à 54% de viande congelé avec os (+2 pts /2016), 22% de viande « chilled » avec os (-1 pt), 19% de viande congelée désossée (=) et 5% de viande « chilled » désossée (=). La viande d'ovins adultes représentait 38% des volumes (+3pts).

6

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## Des revenus généralement stables ou en progression

Après les évolutions contrastées de 2016, les revenus 2017 sont stables ou en progression, à l'exception des spécialisés ovins viande fourragers. La poursuite de la baisse des charges opérationnelles (engrais, aliments...) bénéficie surtout aux systèmes les plus intensifs, mais son effet est souvent annulé par la reprise de l'inflation sur les charges de structure (énergie notamment). Le prix des agneaux a subi un creux particulièrement net au 1<sup>er</sup> trimestre, d'où des prix de « saison » (2<sup>ème</sup> semestre) supérieurs à ceux de « contre-saison » (1<sup>er</sup> semestre), pénalisant notamment les systèmes les plus intensifs et/ou axés sur des agnelages d'automne. Au niveau laitier, la collecte continue de progresser dans les Pyrénées-Atlantiques (+3,5%), et elle diminue très légèrement dans le Rayon de Roquefort (-1,6%). Alors que l'aide ovine a subi un recul de près 4%, la poursuite de la convergence des aides découplées pénalise les systèmes les plus intensifs et favorise les plus pastoraux, toutefois à un degré moindre qu'en 2016.

### ESTIMATION DES REVENUS 2017

Les revenus moyens par système s'étagent de 20 000 à 40 000 € par UMO exploitant.

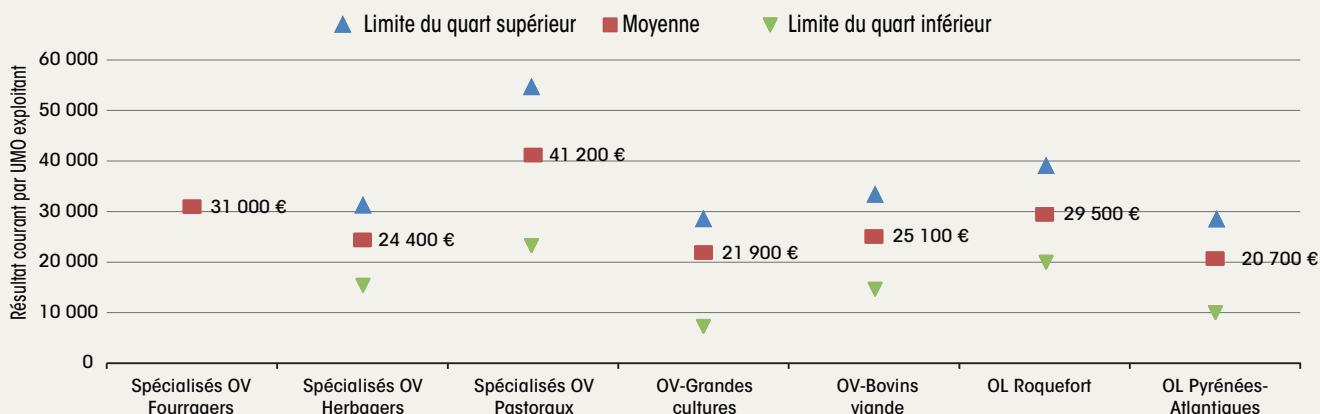
Pour les spécialisés ovins viande fourragers, la poursuite de la baisse des charges opérationnelles n'a pas compensé les éléments défavorables : net recul du prix des agneaux au 1<sup>er</sup> trimestre, baisse des aides et hausse des charges de structure. En conséquence, leur revenu recule, restant néanmoins au-dessus des 30 000 €/UMO exploitant. L'impact de la conjoncture 2017 est plus modéré pour les spécialisés herbagers, et ce sont essentiellement les charges de structure qui sont à l'origine de la stagnation du revenu, proche en moyenne de 24 000 €/UMO. En revanche, le revenu des pastoraux continue de progresser, toujours sous l'effet de la convergence des aides découplées, et dépasse désormais les 40 000 €/UMO.

Après l'année 2016 catastrophique, le revenu des ovins-cultures marque un rebond, repassant un peu au-delà de 20 000 €/UMO. L'équilibre entre ovins et bovins contribue à la stabilité du revenu des systèmes mixtes, autour de 25 000 €/UMO, soit un niveau toujours très proche des spécialisés herbagers.

Après avoir fortement progressé en 2016, la collecte laitière diminue légèrement dans le bassin de Roquefort. Cette année, les effets de la convergence des aides découplées sont limités et ne permettent pas de compenser la baisse du produit de l'atelier ovin. Au final, le revenu est stable à un peu moins de 30 000 € par UMO exploitant. Dans les Pyrénées-Atlantiques, la collecte évolue cette année encore à la hausse. Cela permet d'envisager une nouvelle hausse du revenu, qui passe tout juste les 20 000 € par UMO exploitant.

### RÉSULTATS COURANTS 2017

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2017.



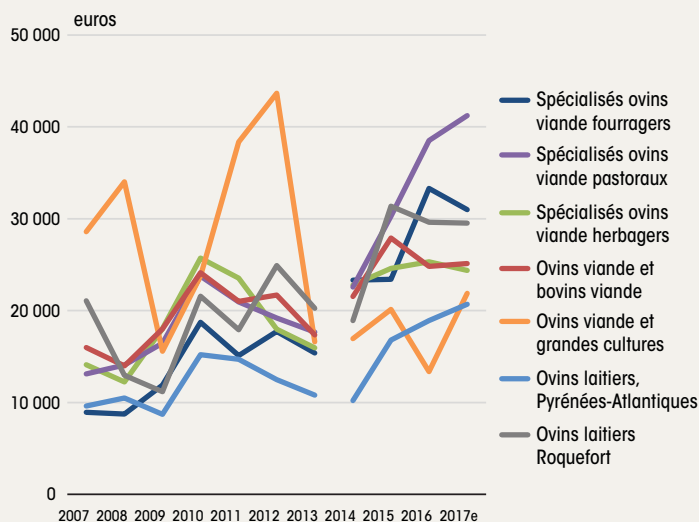
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

## ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2017 est établie à partir des résultats de 210 exploitations ovines allaitantes et de 60 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne.

À l'exception des ovins viande pastoraux, qui voient leur revenu dépasser 40 000 €/UMO, les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 20 000 €/UMO (ovins viande-grandes cultures fourragers et ovins lait des Pyrénées-Atlantiques) à 30 000 €/UMO (ovins viande fourragers et ovins lait du bassin de Roquefort).

## RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



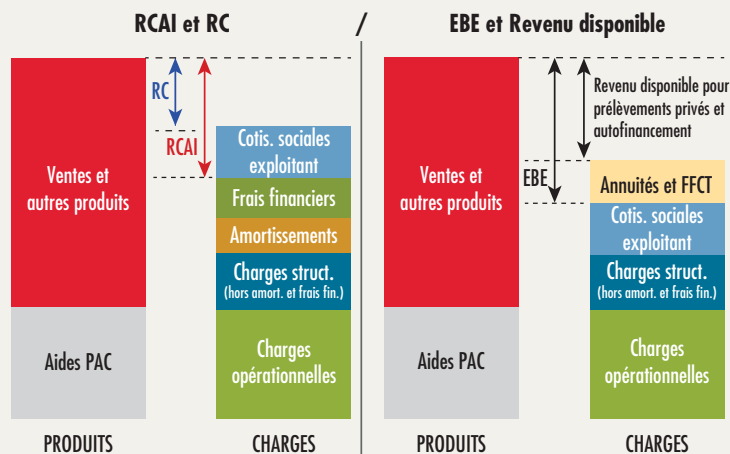
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

## BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2017 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2016 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

### INDICATEURS DE RÉSULTATS



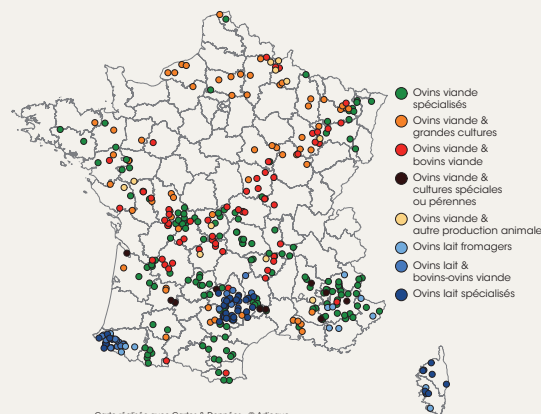
RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant  
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

## FERMES OVINES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 400 exploitations ovines en 2016, dont 315 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une efficacité et une dimension supérieures à la moyenne. Plus d'informations : <http://idele.fr/services/outils/observatoire-inosys-reseaux-delevage>



### LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

## INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2016

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU RAYON DE ROQUEFORT	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	13	68	51	39	39	36	24
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	52 900 €	41 000 €	52 700 €	38 000 €	54 000 €	53 300 €	39 000 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	32%	32%	17%	63%	47%	32%	32%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	38 800 €	30 900 €	42 500 €	18 500 €	31 500 €	36 700 €	23 700 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	33 300 €	25 300 €	38 500 €	13 400 €	24 800 €	29 600 €	18 900 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	35 100 €	27 800 €	44 100 €	19 400 €	32 400 €	37 200 €	26 700 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## ESTIMATIONS DES REVENUS 2017

Les évolutions 2017/2016 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données interprofessionnelles, Arvalis).

### PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2017/2016

SYSTÈMES	FOURRAGERS	HERBAGERS	PASTORAUX
SPÉCIALISÉS ET OVINS-BOVINS	-1%	+1%	inchangé
OVINS-CULTURES	-3%	-2%	-

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

### PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIÈRE

Évolutions régionales 2017/2016

	ROQUEFORT	PYRÉNÉES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+1% <sup>[1]</sup>	+6% <sup>[2]</sup>
PRIX DU LAIT	-1% <sup>[1]</sup>	= <sup>[3]</sup>
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	-8% <sup>[1]</sup>	-3% <sup>[4]</sup>

Source : <sup>[1]</sup> SIEOL, suivis appui technique, <sup>[2]</sup> Interprofession 64, <sup>[3]</sup> Évolution non connue à ce jour, reprise du prix 2016, <sup>[4]</sup> Chambre d'agriculture 64.

### ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

Évolutions régionales 2017/2016

AIDE	ÉVOLUTION 2016/2015
AIDES DÉCOUPLÉES	de -3% à +18% selon le système
AIDE OVINE	-3,7%
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	-1,4%
AIDES 2 <sup>ND</sup> PILIER (ICH)	+0,7%

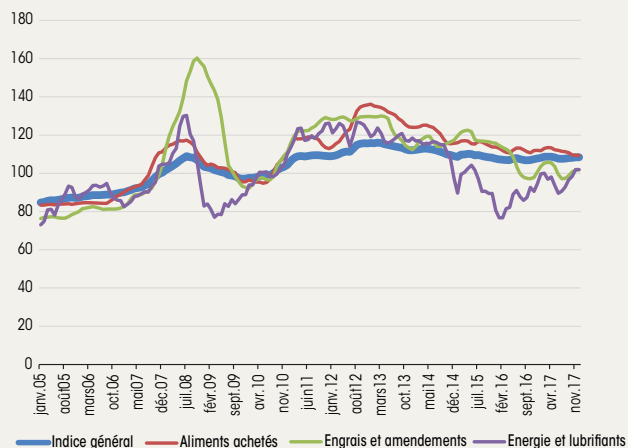
### RENDEMENTS RÉGIONAUX ET PRIX DES PRINCIPALES CULTURES DE VENTES

Évolutions régionales (rendements) et nationale (prix) 2017/2016

CULTURES	CÉRÉALES	MAÏS	OLÉAGINEUX
NORD	+40%	+40%	+35%
EST	+50%	+50%	+30%
CENTRE-EST	+10%	+5%	+5%
OUEST	+20%	+10%	+10%
SUD-OUEST	+20%	+5%	+5%
SUD-EST	+20%	=	+5%
PRIX	-1,4%	-3,3%	+0,5%

Source : d'après Arvalis

### ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2010)



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

## LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).



# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, « FOURRAGERS » INTENSIFS

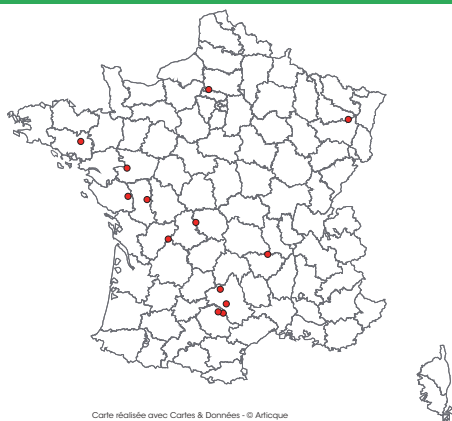
Des systèmes intensifs pénalisés par les faibles prix du 1<sup>er</sup> trimestre



## DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 72 ha de SAU dont 58 ha de SFP
- 646 brebis allaitantes

## LOCALISATION DES 13 EXPLOITATIONS



Ces 13 exploitations sont essentiellement localisées dans l'Ouest et au sud-ouest du Massif Central. Leur chargement, plus de 11 brebis/ha de SFP en moyenne, est le résultat de la pression foncière et aussi d'un certain potentiel agronomique. Les cultures fourragères annuelles sont anecdotiques (à peine 2% des surfaces en moyenne). 20% de la SAU (14 ha en moyenne) sont dédiées aux grandes cultures. L'autonomie fourragère est assurée à près de 100%, mais ces systèmes achètent 80% des concentrés consommés.

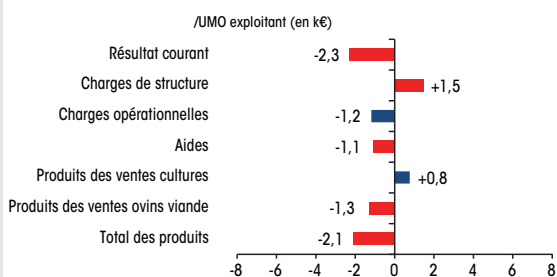
La conduite de l'atelier ovin est intensive, avec une productivité moyenne de 1,5 agneau par brebis. La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, avec un poids moyen de carcasse de 19,0 kg. La consommation moyenne de concentré par brebis est corrélée au haut niveau de productivité : 233 kg, soit 8,4 kg de concentré pour produire 1 kg de carcasse d'agneau. La marge brute moyenne par brebis atteint 107 €, mais avec une forte variabilité entre élevages, en lien avec celle observée sur les résultats techniques, mais aussi avec les périodes et prix de vente.

**Le revenu 2017 est en baisse, impacté par les bas prix du début d'année, la baisse des aides et la hausse des charges de structure**

Ces systèmes intensifs, qui commercialisent une forte part de leurs agneaux au 1<sup>er</sup> semestre, ont particulièrement été pénalisés par un prix de l'agneau très en recul sur les 4 premiers mois de l'année : le recul du produit des ventes ovines est estimé à 1 300 € par UMO. Les aides totales baissent de 3%, principalement sous l'effet de la modification de l'Aide Ovine (-3,7%), mais aussi de la poursuite de la convergence des aides découplées (-1% par rapport à 2016). Les charges de structure, tirées notamment par l'inflation du prix des carburants, augmentent de 1 500 € par UMO. La baisse des charges opérationnelles ne compense pas les évolutions des autres postes et le revenu courant se replierait en moyenne de 7% par rapport à la campagne 2016 (-2 300 € par UMO).

Le quart supérieur, non représenté compte tenu de la taille de l'échantillon, se caractérise par des structures un peu plus grandes et moins intensives : plus de brebis et de surface, chargement inférieur et moindre productivité des brebis, mais bon niveau de marge grâce à une maîtrise de la consommation de concentré et à des prix d'agneaux un peu plus élevés.

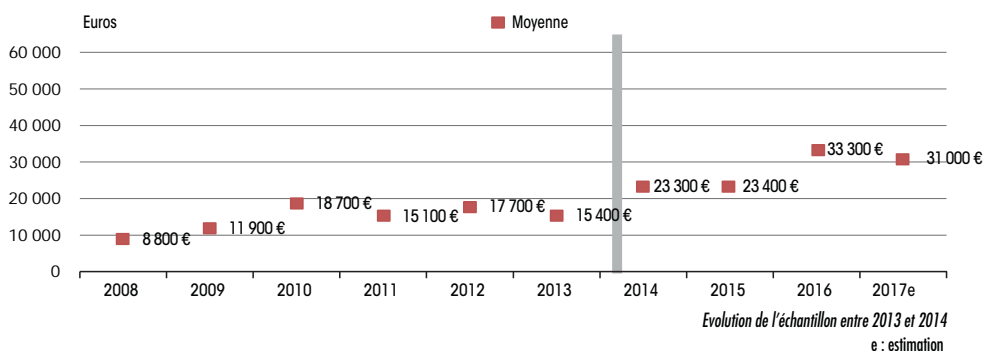
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, HERBAGERS

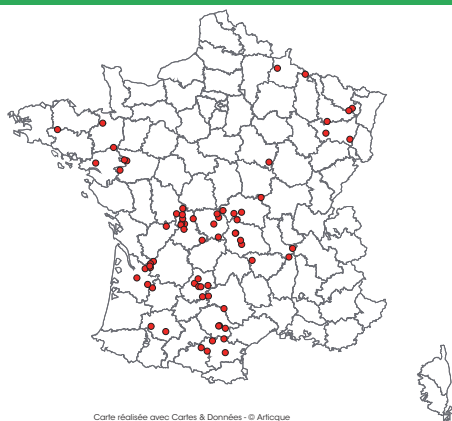
Léger recul du revenu



## DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 94 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 560 brebis allaitantes

## LOCALISATION DES 68 EXPLOITATIONS



La majorité des exploitations est localisée sur les pourtours du Massif Central : nord de l'Auvergne et du Limousin, est de Poitou-Charentes, nord de Midi-Pyrénées, etc. Les autres sont pour l'essentiel regroupées dans quelques noyaux du Nord (Grand Est, Pays de la Loire) au Sud (nord de l'Aquitaine, contreforts des Pyrénées).

Avec en moyenne près de 100 ha de SAU et 30 ha de parcours individuels pour 1,5 UMO, ces systèmes disposent de larges structures, mais au potentiel généralement limité. Les conduites sont relativement extensives, avec un chargement moyen inférieur à 1 UGB/ha SFP, et des agnelages de saison prépondérants. Les cultures, moins de 10 ha, sont essentiellement destinées à l'alimentation du troupeau. Avec une productivité moyenne d'1,25 agneau/brebis, la quantité de concentré consommée, 174 kg par brebis, représente 7,9 kg de concentré/kg de carcasse produit.

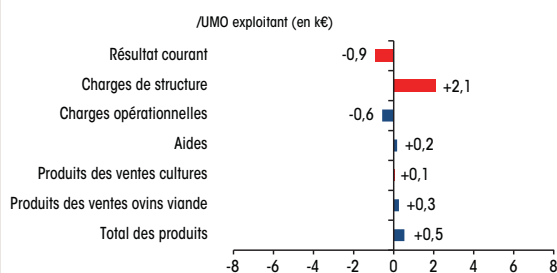
### Les charges de structure pèsent sur le revenu 2017

Comme déjà en 2016, ces élevages qui vendent une part significative d'agneaux au 2<sup>ème</sup> trimestre ont bénéficié de bons niveaux de prix de juin à décembre, et ils ont moins souffert du creux marqué du 1<sup>er</sup> trimestre. Les ventes ovines progressent donc très légèrement (300 €/UMO), de même que les aides (200 €/UMO), sous l'effet de la convergence. La réduction des charges opérationnelles est du même niveau que la progression du produit, mais ces éléments favorables sont annulés par l'augmentation des charges de structure (cf. dimension de ces systèmes). D'où une légère baisse du revenu, estimée à 900 €/UMO (-4%).

### Quart supérieur : productivité et efficience

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des structures plus grandes (18 ha et 120 brebis de plus), pour un collectif de travail un peu plus limité (-0,1 UMO). Avec un chargement légèrement supérieur, elles sont également plus efficaces, avec une productivité supérieure (1,33 agneau par brebis) et une moindre consommation de concentré (145 kg par brebis, soit 5,8 kg/kg de carcasse produit). Cette efficience se retrouve sur la consommation de fourrages distribués : 197 kg MS/brebis, soit près de 80 kg de moins que la moyenne. Malgré des agneaux un peu moins bien payés, la marge brute atteint 109 €/brebis, soit 13 € de plus que la moyenne du groupe.

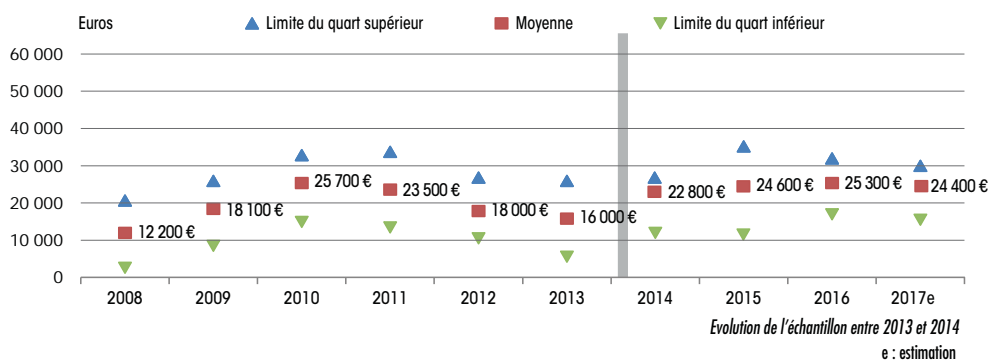
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

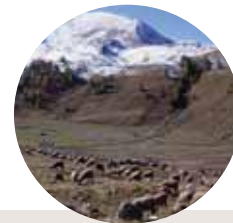
/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

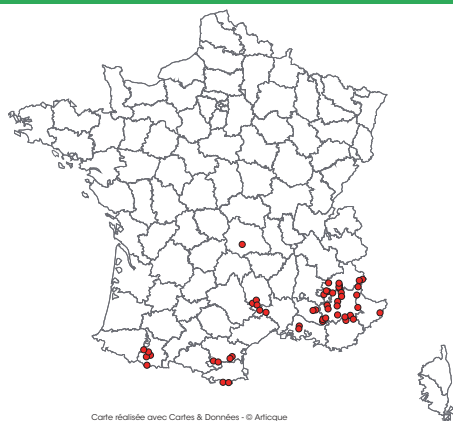
Nouvelle hausse du revenu



## DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 52 ha de SAU dont 43 ha de SFP
- 231 ha de parcours individuels
- 561 brebis

## LOCALISATION DES 51 EXPLOITATIONS



Localisées dans les montagnes et l'arrière-pays de la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne (Alpes du sud, Préalpes, Cévennes, Pyrénées Catalanes et leurs contreforts...), ces exploitations disposent en moyenne de 231 hectares de parcours individuels, et 65% recourent en outre à l'estive collective. Ce fort déploiement pastoral conduit à un chargement moyen de 0,5 UGB/ha hors parcours collectifs, et suppose une grande mobilité sur le territoire (transhumance, recours fréquent au gardiennage).

### Priorité à la valorisation des parcours

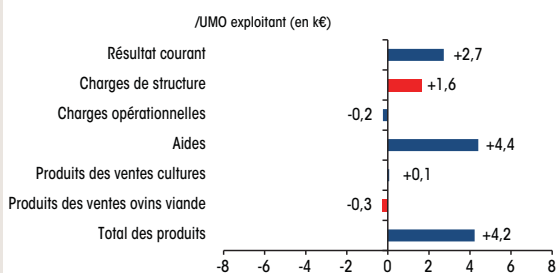
Pour valoriser les surfaces pastorales, ces systèmes sont généralement conduits avec des races rustiques, peu prolifiques, et les pratiques d'élevage conduisent à limiter le niveau de productivité, de l'ordre d'un agneau par brebis (âge de 12 à 18 mois à la première mise en lutte, pas d'accélération...). De même, une part significative d'agneaux est vendue non finis (22% en moyenne) ou à des poids de carcasse assez légers (15 kg).

La distribution de fourrages grossiers est limitée, comme celle de concentré, et les achats sont réduits au minimum. Rapportée à la brebis, la consommation moyenne de concentré n'est que de 75 kg, soit moins de 5 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produit des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie qui reste alors assez limitée (38% en moyenne).

### Une nouvelle progression du revenu entre 2016 et 2017

La hausse du revenu observée lors des années précédentes est prolongée : la conjoncture 2017 conduirait à une nouvelle progression du revenu, estimée à +7% ou +2 700 €/UMO. Cette évolution est essentiellement liée à la poursuite de la convergence des aides découplées, dont l'impact est minoré par la hausse des charges de structure.

## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



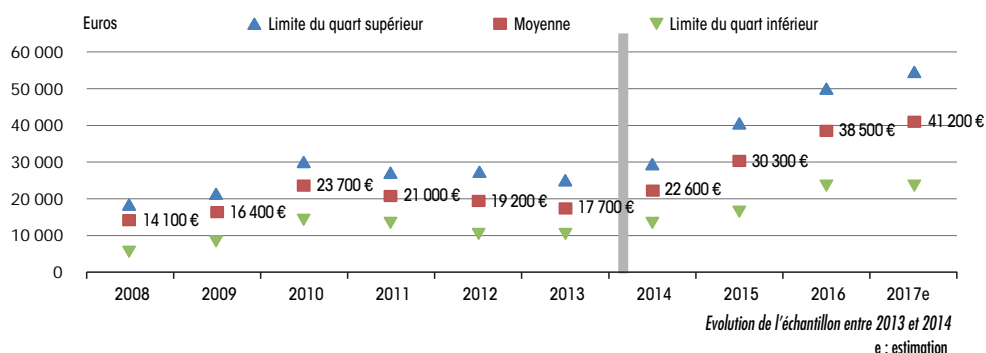
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

### Quart supérieur : plus grands, plus pastoraux et plus efficaces

Avec une main-d'œuvre inférieure de 0,1 UMO, les élevages du quart supérieur se caractérisent par des troupeaux plus grands (630 brebis contre 560 en moyenne) et plus de parcours disponibles (375 ha contre 230). Cependant, ils sont surtout plus efficaces, avec, pour une productivité un peu supérieure (0,03 agneau de plus par brebis), une moindre consommation de concentré (57 kg/brebis, soit 3,5 kg/kg produit, un niveau inférieur de 30% à la moyenne) et une distribution de fourrage réduite à 215 kg/brebis (20% de moins que la moyenne).

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

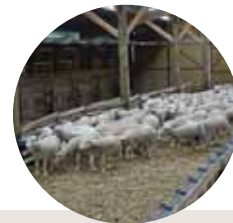
/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

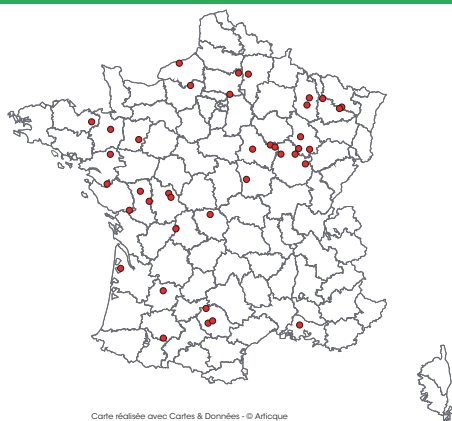
Le revenu se rétablit au niveau de 2015



## DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 133 ha de SAU dont 50 de SFP et 83 ha GC
- 472 brebis allaitantes

## LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Les exploitations de ce système sont majoritairement situées dans les zones de polyculture élevage ou de cultures dominantes. Si les grandes cultures y mobilisent près des 2/3 de la SAU, l'atelier ovin n'y est pas marginal, avec un effectif moyen de 472 brebis.

La possibilité de prélever une part importante des céréales, et des agnelages de contre-saison prédominants, conduisent à une consommation de concentrés assez élevée, proche de 260 kg/brebis (près de 20 kg de plus qu'en 2016), soit près de 11 kg de concentré par kg de carcasse produit.

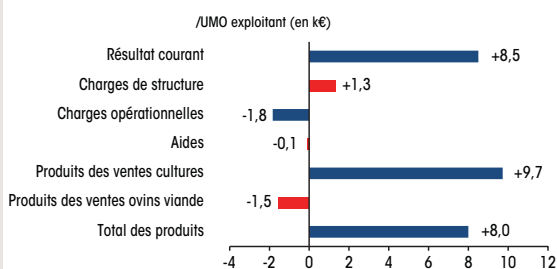
### Des rendements corrects en grandes cultures

La campagne 2017 a vu les prix des cultures rester modérés. Mais après les niveaux catastrophiques de 2016, les rendements 2017 remontent nettement, jusqu'à +40%, voire +50% en céréales dans les bassins du Nord et de l'Est. Cette meilleure conjoncture céréalière se traduit par un supplément de près de 10 k€/UMO de produits des grandes cultures. Cependant la courbe des prix des agneaux de 2017 est défavorable à ces systèmes souvent fortement axés sur la contre-saison : la perte de produit des ventes ovines est estimée à 1,5 k€/UMO. La hausse des charges de structure (mécanisation, notamment carburants) est heureusement plus que compensée par la baisse des charges opérationnelles (engrais, aliments). D'où un revenu qui remonterait de 13 k€/UMO, à près de 22 k€/UMO, soit un peu au-dessus du niveau de 2015.

### Quart supérieur : des ateliers ovins plus productifs

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des chargements nettement plus élevés que la moyenne, à plus de 25 brebis/ha SFP, du fait de leur localisation en zone à cultures dominantes et de la possibilité d'accéder à des coproduits. Cet accès potentiel aux coproduits explique également un recours limité aux cultures prélevées (seulement 20%). À 1,36 agneau élevé/brebis, ces exploitations sont également plus productives que la moyenne, ce qui leur permet de limiter un peu la consommation de concentré par kg produit (10,2 kg).

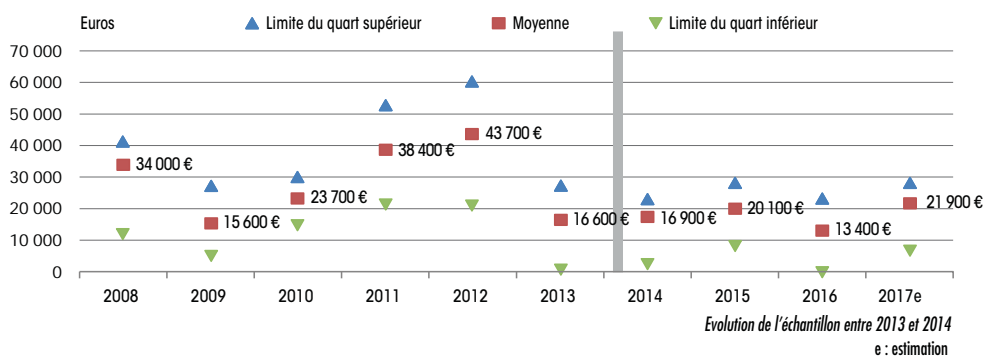
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

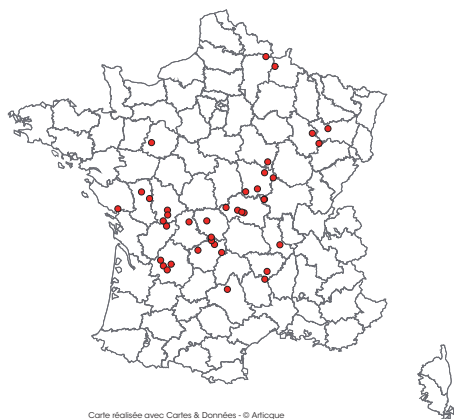
Stabilité du revenu, à près de 25 000 €/UMO exploitant



## DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 146 ha de SAU dont 125 ha de SFP
- 428 brebis allaitantes et 56 vaches allaitantes

## LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont principalement localisées dans un couloir allant du nord de la Nouvelle-Aquitaine au Grand-Est, et les ¾ sont de type herbager (chargement moyen d'1,2 UGB/ha de SFP), avec des ateliers bovins naisseurs et des ventes significatives d'agneaux d'herbe. On trouve aussi quelques élevages en zone de cultures fourragères intensives, et d'autres en zone de montagne humide ou pastorale. Les formes sociétaires sont très présentes, et les structures conséquentes, avec plus de 140 hectares de SAU pour près de 2 UMO.

La part moyenne des grandes cultures dans la SAU est de 14%. Plus des 2/3 des élevages du groupe prélèvent des céréales pour le troupeau ovin, avec une autonomie moyenne en concentré de 30%. La productivité numérique moyenne dépasse 1,2 agneau par brebis. La consommation de concentré est de 172 kg par brebis soit 7,6 kg par kg de carcasse produit.

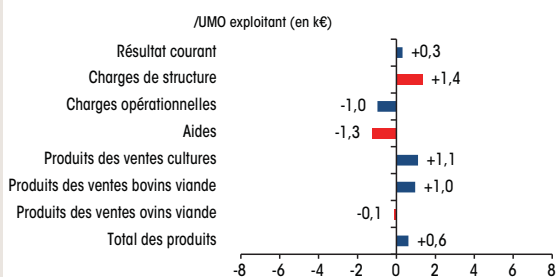
### Stabilité du produit et du revenu

En 2017, le produit des ventes ovines stagne, mais l'amélioration des produits des ventes des ateliers bovins et cultures permet de compenser la baisse des aides, d'où une petite progression du produit total de 600 €/UMO. Mais côté charges, la progression des charges de structure (1 400 €/UMO) fait plus qu'annuler les économies réalisées sur les charges opérationnelles (1 000 €/UMO). D'où un revenu qui se maintiendrait, juste au-dessus du seuil de 25 k€/UMO.

### Quart supérieur : des prairies mieux valorisées

Par rapport à la moyenne, les exploitations du quart supérieur du groupe se distinguent par un chargement un peu plus élevé, avec un peu plus de vaches (+12%) mais un peu moins de brebis (-4%). Elles valorisent surtout mieux leur prairies par le pâturage, comme l'illustrent les moindres quantités de fourrage distribuées par UGB (1,9 tMS, soit 0,1 de moins que la moyenne) ou par brebis (182 kg MS, soit 44 de moins que la moyenne), mais aussi les moindres consommations de concentré par brebis (138 kg) ou par kg d'agneau produit (5,9 kg), ou encore les poids des agneaux particulièrement élevés (19,6 kg de carcasse).

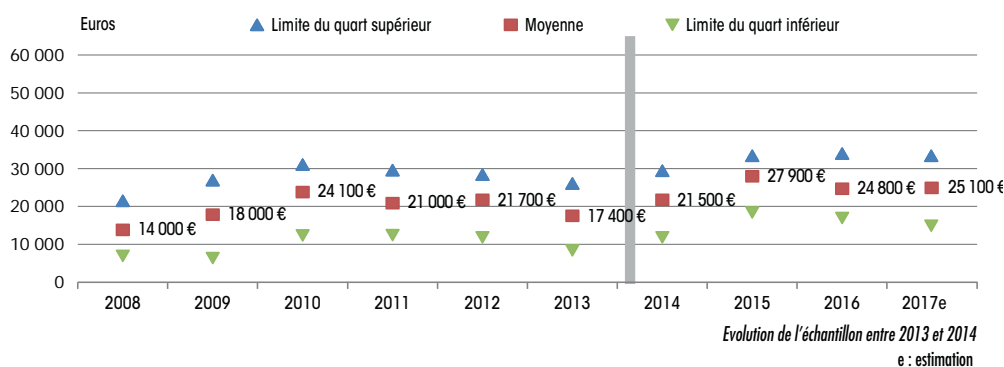
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU BASSIN DE ROQUEFORT

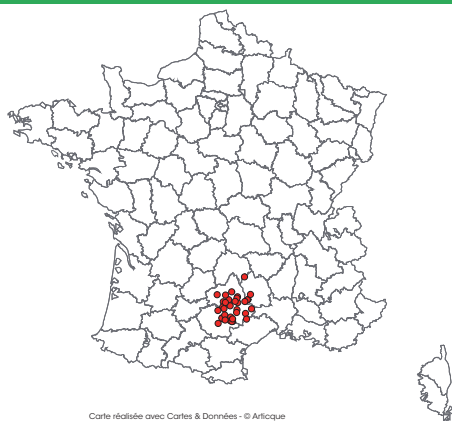
Le résultat courant est stable, autour de 30 000 €/UMO exploitant



## DONNÉES REPÈRES

- 2,4 UMO totale dont 1,9 UMO exploitant
- 91 ha de SAU dont 69 ha de SFP
- 416 brebis présentes, 123 100 litres de lait
- 72% d'exploitations spécialisées

## LOCALISATION DES 36 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Localisées dans la partie sud du Massif Central, ces exploitations produisent du lait valorisé, pour la plupart d'entre elles, en AOP Roquefort. Les surfaces sont consacrées à l'alimentation des troupeaux : la Surface Agricole Utile est à 75% en herbe, avec en complément des cultures de céréales autoconsommées. Et plus de la moitié des élevages suivis, situés en zones de Causses, disposent également d'importantes surfaces de parcours (127 ha en moyenne) utilisées en été.

Les brebis, de race Lacaune, produisent un peu plus de 300 litres en moyenne. Avec 123 100 litres de lait produit, ces élevages se situent 20% au-dessus de la livraison moyenne par exploitation du bassin.

### La baisse du prix des agneaux entraîne une légère baisse du produit ovin

Le printemps 2016, particulièrement humide, avait permis d'avoir une première coupe abondante, mais de qualité médiocre (stades souvent trop avancés, créneaux de récolte étroits). Par la suite, la récolte en 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> coupe a été satisfaisante, en quantité et en qualité. Cela a permis de réduire les achats de fourrages en 2017, après une hausse l'année précédente.

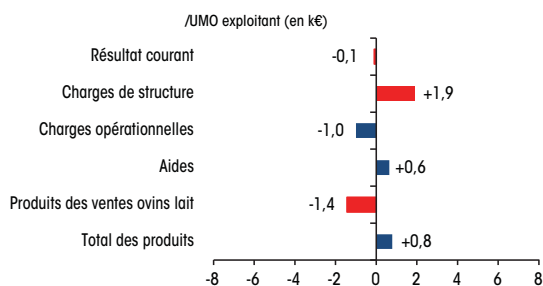
Après avoir fortement progressé en 2016, la collecte par les fabricants de Roquefort recule de 1,6% sur la campagne 2017. Mais compte tenu de la réduction du nombre d'élevages, le volume de lait produit par chacun d'eux progresse tout de même très légèrement : +1% pour les élevages suivis en appui technique SIEOL<sup>(1)</sup>. Par ailleurs, le cours des agneaux, particulièrement défavorable au moment de leur sortie, devrait entraîner une diminution du produit ovin (-2%).

### Des revenus stables, autour de 30 000 € par UMO exploitant

Au final, en prenant en compte une légère progression des aides (effets limités de la 3<sup>ème</sup> année de convergence) et une augmentation des rendements en céréales, on peut s'attendre à un maintien du produit d'exploitation. L'augmentation des charges de structure (augmentation des cotisations sociales exploitant liée à l'évolution du revenu en 2015 et 2016) est compensée par une diminution des charges opérationnelles (baisse attendue des quantités de fourrages achetés et du coût de la fertilisation). Sans augmentation des charges qui serait liée à des investissements nouveaux, le résultat courant serait stable, autour de 30 000 € par unité de main-d'œuvre exploitant.

Comme les années précédentes, les exploitations ayant les meilleurs revenus allient performance technique et maîtrise des charges. Supérieur à 39 000 € par UMO exploitant, le résultat courant représente pour ces élevages du quart supérieur 26% du montant total des produits, soit 5 points de mieux que l'ensemble des élevages.

## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017

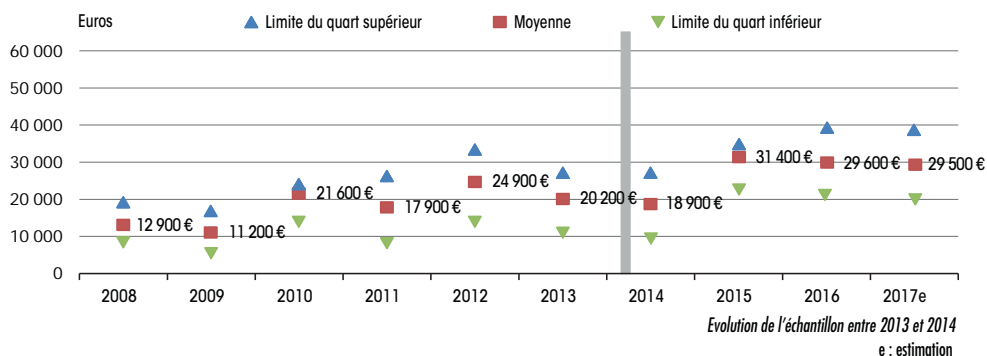


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

(1) Système d'Information en Elevage Ovin Laitier.

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014  
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

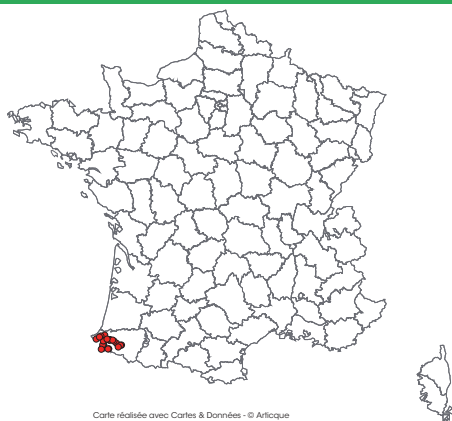
L'amélioration du revenu se poursuit, à près de 21 000 €/UMO exploitant



## DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 38 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 395 brebis présentes, 73 100 litres de lait
- 75% d'exploitations mixtes (23 VA alors)

## LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont localisées dans l'aire de production du fromage AOP Ossau-Iraty et de l'IGP agneaux de lait des Pyrénées. Leur surface agricole utile est généralement limitée, moins de 40 ha en moyenne, majoritairement composée de prairies et très souvent complétée par des surfaces pastorales : landes privées (autour de 11 ha) et estives collectives d'altitude.

Les brebis, de races Manech tête noire, tête rousse ou Basco-béarnaises ont des niveaux de production relativement élevés, 181 litres de lait par brebis en moyenne, soit une production totale de plus de 73 000 litres de lait, à comparer à la production moyenne des élevages du bassin qui est de 47 000 litres de lait selon les données de l'Interprofession.

### Nouvelle augmentation des volumes de lait produit

Le printemps 2016 avait permis une première coupe abondante, mais de qualité moyenne. Par la suite, le manque de pluie, défavorable aux regains, s'est prolongé sur l'automne et l'hiver. Enfin, la prolifération sur les prairies de chenilles et de rats taupiers a limité les possibilités de pâturage, entraînant une augmentation des distributions voire, très souvent, des achats de fourrages.

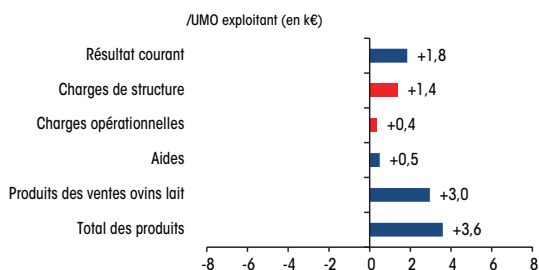
Malgré cela, les éleveurs du bassin enregistreraient une augmentation de leur production laitière en 2017 : +6,3% en moyenne. L'inquiétude des éleveurs en début de campagne sur la baisse de consommation d'agneaux en Espagne s'est vérifiée par une baisse du prix des agneaux de 3% en moyenne selon l'enquête faite par la Chambre d'agriculture 64 auprès des organisations de producteurs.

### En hausse, le revenu devrait se situer autour de 20 000 € par UMO exploitant

Au final, le total des produits évolue à la hausse. Et malgré l'augmentation des charges opérationnelles (alimentation) et des charges de structure (en particulier des cotisations sociales exploitant, suite à l'augmentation des revenus en 2015 et 2016), le résultat courant devrait progresser de près de 2 000 € par UMO exploitant, pour dépasser 20 000 € en moyenne.

Un quart des élevages suivis dégage un résultat courant supérieur à 28 000 € par UMO exploitant. Encore une fois, ces exploitations se caractérisent par une très bonne maîtrise de leurs charges et tout particulièrement de leurs charges de structure. Leur résultat courant représente 31% du montant total des produits, soit 10 points de mieux que l'ensemble des élevages.

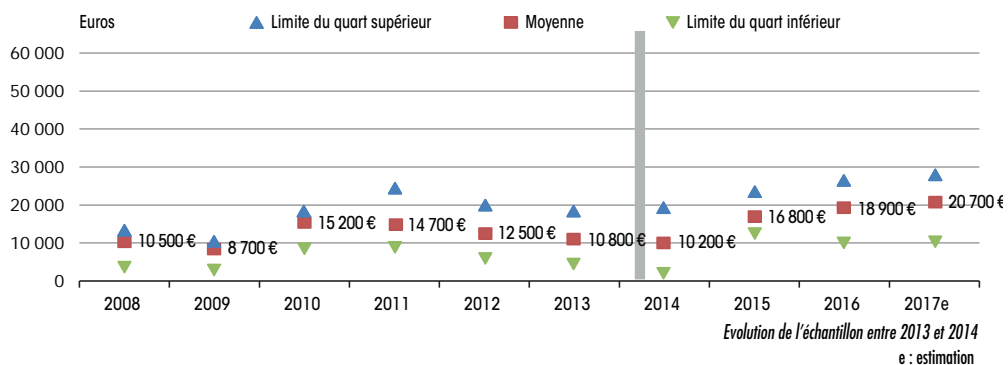
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## 7

## LES PRÉVISIONS 2018

## Nouveau recul de la production et de la consommation en France

La production européenne de viande ovine pourrait à nouveau progresser en 2018, soutenue par le dynamisme des filières britannique et irlandaise. En revanche, les abattages français devraient à nouveau diminuer, suite au recul du cheptel en début d'année. Malgré la baisse des arrivées océaniques, le Royaume-Uni pourrait accroître ses envois vers le marché européen, et conduire à l'augmentation des importations françaises de viande ovine. Cette hausse ne devrait toutefois pas suffire à relancer la consommation en France qui connaîtra une nouvelle érosion en 2018.



## FRANCE 2018

## BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018p	2018/2017
Production contrôlée	81	83	82	79	-4%
Abattages contrôlés	81	83	81	77	-4%
Importations	98	92	91	92	+1%
Exportations	8	9	9	9	+2%
Consommation	171	165	163	161	-2%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes françaises



Brebis au pré

## La production et la consommation françaises de viande ovine devraient à nouveau se contracter en 2018.

Suite à la baisse du cheptel ovin reproducteur français fin 2017 (-2,7% /2016 à 5,2 millions de brebis et agnelles saillies), et dans l'hypothèse d'une productivité numérique stable, les naissances d'agneaux devraient diminuer en France en 2018. Après un niveau bas en 2017, le taux de rétention d'agnelles de renouvellement pourrait en outre repartir à la hausse et accentuer le recul des sorties d'agneaux des exploitations françaises.

Très élevé en 2017, le taux de réforme devrait diminuer en 2018, ce qui se traduira par un important recul des sorties d'ovins adultes des exploitations (le cheptel étant également en baisse). Au total, la production française contrôlée de viande ovine devrait ainsi nettement diminuer en 2018, en supposant des poids carcasse moyens stables par rapport à 2017. En faisant l'hypothèse d'une stabilisation des échanges en vif, sauf pour les exportations d'ovins adultes vivants qui devraient retrouver leur niveau de 2016 (après un sursaut en 2017), les abattages français d'ovins devraient se replier dans les mêmes proportions que la production.

Face au dynamisme de la production en Irlande et au Royaume-Uni, les importations françaises de viande ovine pourraient légèrement progresser, mais cela ne suffira pas à compenser la baisse des abattages français, et la consommation devrait à nouveau se contracter en 2018. D'autant que les exportations françaises de viande ovine devraient poursuivre leur tendance haussière observée ces dernières années.



## OCÉANIE 2018

## EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1000 téc)	2015-16	2016-17	2017-18p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	389	414	407	-2%

AUSTRALIE (1000 téc)	2016	2017	2018p	Variation
Exportations de viande ovine	432	460	438	-5%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb NZ, Trade Map et Meat & Livestock Australia*

conduire à une baisse de la production néo-zélandaise de viande ovine, se répercutant de fait sur le niveau des exportations. Les envois vers l'Union européenne pourraient en outre rester limités, si le dynamisme des expéditions vers l'Asie se poursuit.

En **Australie**, la poursuite de la reconstruction du cheptel (dans l'hypothèse de conditions climatiques « normales ») devrait également conduire au recul de la production de viande ovine en 2018 et donc des exportations, d'après *Meat & Livestock Australia*. Le contingent européen d'importations de viande australienne restant très limité, il pourrait toutefois à nouveau être en grande partie rempli en 2018.

## Nouveau recul des exportations océaniques prévu pour 2018.

En **Nouvelle-Zélande**, le repli du cheptel reproducteur en juin 2017 (-1% /juin 2016, à 17,9 millions de têtes) a été largement compensé par une productivité élevée lors des agnelages, permise par les bonnes conditions climatiques au moment de la période de reproduction. D'après *Beef + Lamb New Zealand*, les abattages néo-zélandais d'agneaux pourraient ainsi se stabiliser sur la campagne 2017-18 (octobre 2017 à septembre 2018). Le bond de 15% des sorties au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 laisse toutefois augurer un repli des abattages d'agneaux sur la suite de la campagne. Les abattages d'ovins adultes devraient également se replier après un niveau élevé en 2017, et

## UNION EUROPÉENNE 2018

## PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1000 téc)	2016	2017	2018p	2018/2017
Abattages	290	297	317	+7%
Importations de viande ovine	97	83	74	-10%
Exportations de viande ovine	79	92	107	+17%
Consommation par bilan	308	288	284	-1%

IRLANDE (1000 téc)	2016	2017	2018p	2018/2017
Abattages	61	67	70	+5%
Importations de viande ovine	4	5	5	=
Exportations de viande ovine	54	62	65	+5%
Consommation par bilan	11	10	10	+3%

ESPAGNE (1000 téc)	2016	2017	2018p	2018/2017
Abattages	117	115	115	=
Importations de viande ovine	9	8	8	=
Exportations de viande ovine	35	37	39	+5%
Consommation par bilan	92	86	84	-2%

UNION EUROPÉENNE (1000 téc)	2016	2017	2018p	2018/2017
Abattages	826	841	855	+2%
Importations de viande ovine	178	153	145	-5%
Exportations de viande ovine	16	30	32	+5%
Consommation par bilan	988	964	968	+0,5%

\* Les prévisions concernant la production britannique ont été publiées par *AHDB - Beef & Lamb* en février 2018, avant que la taille du cheptel ovin reproducteur de décembre 2017 au Royaume-Uni ne soit connue.

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *AHDB - Beef & Lamb*

## La production européenne de viande ovine pourrait légèrement progresser en 2018.

**La production européenne de viande ovine devrait poursuivre sa progression en 2018 et permettre à la consommation de rebondir modestement, malgré un nouveau recul des importations de viande ovine océanique.**

Le dynamisme des abattages au Royaume-Uni et en Irlande devrait soutenir la production européenne en 2018, malgré la stabilisation de la production espagnole et le recul attendu en France.

Cette hausse pourrait compenser la baisse prévue des arrivées en provenance de Nouvelle-Zélande et conduire à l'augmentation des disponibilités européennes en viande ovine.

Malgré des envois à nouveau en croissance vers les pays tiers, la consommation européenne de viande ovine pourrait ainsi légèrement progresser en 2018.







DOSSIER ANNUEL

# OVINS

Année 2017  
Perspectives 2018

N° 488  
18 €

# Économie de l'élevage



## SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

### Dossier annuel Caprins 2017.

Perspectives 2018. N° 487 - Mars 2018

### Dossier annuel Bovins lait 2017.

Perspectives 2018. N° 486 - Février 2018

### Dossier annuel Bovins viande 2017.

Perspectives 2018. N° 485 - Janvier 2018

**Dossier Chine.** Filière laitière - N°484 -  
Décembre 2017 (à paraître)

**Dossier Nouvelle-Zélande.** Filière laitière  
N°483 - Novembre 2017 (à paraître)

**La filière lait bio en Europe.** Comment les  
filiales lait «bio» se développent en Europe du Nord -  
N°482 - Octobre 2017

**Dossier Nouvelle-Zélande.** Secteur ovin -  
N°481 - Septembre 2017

**Dossier marché mondial des produits  
laitiers 2016.** Perspectives 2017. N° 480 -  
Juin 2017

**Dossier marché mondial viande bovine  
2016.** Perspectives 2017. N° 479 - Mai 2017



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez (mariposarts@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc  
Crédits photos : ©1<sup>ERE</sup> Couverture Michel Séguret\_Flickr - ©3<sup>EME</sup> Couverture Pascal Bieret\_Flickr - ©P2 Lacaune-Fotolia - ©P2 Gigot Interbev -  
©P3 Pradel 2009 - ©P6 GIS64 work11 - ©P10 & 39 Laurence Geffroy/Pâtre - ©P19 Evrenkalinbaack\_Fotolia - ©P31 OV fourrager\_A. Gouedard CA 35 -  
©P32 OV herbager\_O. Pagnot CA 86 - ©P33 36 FROSE - ©P34 OV-Cultures\_V. Bellet/Institut de l'élevage - ©P35 OV-BV\_V. Bellet/Institut de l'élevage -  
©P2-3-4-5-13-23-36-37-38 DR/Institut de l'élevage -  
Directeur de la publication : Martial Marguet  
Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0018501013  
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71  
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**